

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1927.

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES LOIS SUR LA MILICE, LE RECRUTEMENT ET LES OBLIGATIONS DE SERVICE

BUTS DE LA PROPOSITION

1. — Organisation d'un nombreux cadre de réserve dans tous les grades subalternes, une partie de ce cadre ayant exercé les fonctions de son grade dès le temps de paix.

2. — Réduction du temps de service à six mois pour tous ceux qui justifieront d'emblée de leur aptitude à exercer immédiatement les fonctions de gradé et ce **sans limitation** aucune du nombre des bénéficiaires.

3. — Réduction du temps de service à neuf mois ou à six mois pour deux quarts des miliciens qui, n'ayant pu justifier d'emblée de leur aptitude à exercer les fonctions de gradé, feraient cependant la preuve d'une préparation suffisante à ces fonctions.

4. — Réduction du temps de service à neuf mois ou à six mois **pour tous les miliciens** dont il ne peut être exigé qu'ils deviennent gradés et qui justifient cependant d'une préparation suffisante comme soldats.

5. — Fixation du nombre de jours qui doivent obligatoirement être consacrés à l'instruction des miliciens.

6. — Établissement d'un impôt spécial « pour charges militaires » à payer par tous les bénéficiaires d'une exemption de service en temps de paix.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Les préoccupations de nos législateurs en matière de milice, de recrutement et d'obligations militaires, ont subi, depuis l'armistice, une profonde évolution portant l'empreinte des événements qui se sont produits et des grands courants d'idées qui se sont manifestés après la catastrophe mondiale.

Au début, elles s'inspirent de la douloureuse surprise et de l'indignation d'un peuple dont le territoire fut violé au mépris d'engagements solennels et dont les droits à une juste réparation furent âprement disputés. Elles marquent, en outre, la ferme volonté d'éviter au pays le retour de pareilles calamités.

Ensuite, elles sont dominées par les difficultés d'ordre financier et économique auxquelles la Nation doit faire face.

Enfin, elles sacrifient à l'espoir idéaliste et peut-être chimérique, d'une justice internationale agissante.

D'aucuns se demanderont si ces préoccupations ont toujours tenu suffisamment compte des modifications radicales survenues au cours de la grande guerre dans les méthodes de combat et dans les armements et du fait que, dans un pays comme le nôtre, sans aucune profondeur, les phases d'un conflit futur se présenteront à l'armée et à la Nation sous un jour aussi grave qu'inattendu.

* * *

Si, actuellement, personne ne conteste plus le principe du service militaire généralisé, il n'en est pas moins vrai qu'il existe une tendance très nette à en réduire la durée. Dès lors, un problème se pose : le temps de service est-il, dans l'organisation militaire d'un pays, un facteur auquel on peut impunément apporter des réductions successives? Celles-ci ne présentent-elles pas un danger mortel pour notre capacité défensive? On a dit : pourquoi pas quinze mois, si dix-huit mois sont possibles; pourquoi pas quatorze si quinze suffisent; pourquoi pas douze au lieu de quinze? De douze, on est descendu à dix et de marchandage en marchandage, et par paliers, sans raison, on atteindra le service de six mois, pour orienter aussitôt l'opinion vers le service de trois mois. Pourquoi, en fin de compte, l'armée ne serait-elle pas représentée en temps de paix, uniquement par quelques gros registres ou quelques casiers de fiches matricules?

Pour tout bon citoyen, une telle mentalité est condamnable.

Ou bien l'armée devra servir, et sa valeur sera nulle en face d'un ennemi ayant longuement préparé son agression; ou bien la paix internationale par la justice sera définitivement établie — ce qui n'est, hélas! pas encore une réalité — et alors le maintien d'une armée nationale, même réduite à sa plus simple expression, constituera un gaspillage.

L'évolution dans le sens d'une réduction toujours croissante du temps de service est donc incompatible avec l'organisation d'une puissance militaire effective. Mieux vaut n'avoir pas d'armée que d'en avoir une qui soit mal instruite et insuffisamment encadrée.

Et surtout ne versons plus dans l'erreur de croire qu'en cas de danger l'amour de la Patrie et l'improvisation peuvent suppléer au manque d'instruction, de matériel et d'entraînement.

N'oublions pas la dure expérience que nous avons faite en ce domaine, il y a quelques années.

Jusqu'en 1912, la Belgique laissa son armée dans un état matériel et moral déplorable. Si plus tard, devant une menace de plus en plus précise, l'opinion publique eut un sursaut salutaire d'énergie, si en les deux années qui suivirent la réorganisation, le renforcement et le perfectionnement de notre outil militaire furent poursuivis à pas de géants, il n'en est pas moins vrai que le travail était loin d'être terminé lorsqu'éclata la guerre et, bien que l'indignation eût galvanisé toutes les énergies de la Nation, il ne fut pas possible de porter la puissance de notre armée au delà des limites que lui assignaient les moyens mis à sa disposition dès le temps de paix.

Son infanterie sans mitrailleuses, ou peu s'en faut, son artillerie sans munitions et sans matériel lourd, ses corps de volontaires sans instruction, sa garde

civique sans organisation, des troupes de réserve sans cadre ne purent, au prix de sanglants sacrifices, sauver que l'honneur, mais furent impuissants à racheter le manque de préparation.

Si d'une part, il est exact que la tendance actuelle de certaines petites et modestes nations (dont aucune n'a été éprouvée par le cataclysme mondial) est à la suppression des armées permanentes, nous demandons d'examiner en premier lieu si les pays visés n'ont pas des frontières formant barrière naturelle. En tout cas, elles n'ont pas, comme la Belgique, eu l'insigne douleur d'avoir été le champ clos où se sont, depuis des siècles, vidées toutes les querelles européennes.

Les diplomates les plus avisés d'une des périodes les plus mouvementées de l'histoire ont été tellement convaincus de cette servitude naturelle de notre pays, qu'il lui avaient imposé, pour assurer son existence toujours précaire, une neutralité garantie, mais armée.

Sommes-nous si assurés, maintenant que nous ne sommes plus garantis par cette neutralité, que si nous désarmions ou si nous nous armions insuffisamment, nos voisins se contenteraient de notre inertie volontaire qui pourrait devenir dangereuse pour eux en fournissant à un assaillant éventuel une place d'armes avantageuse à de multiples titres ? Rien ne peut assurer que cette fâcheuse inertie ne serait pas un jour l'origine d'un nouveau traité de la Barrière, bien mérité cette fois, et dont nous ferions à nouveau tous les frais. Pendant longtemps notre pays dut entretenir des forces étrangères et subir des charges autrement lourdes que celles qu'exige un appareil militaire national. Aujourd'hui encore, les conséquences du traité de la Barrière pèsent lourdement sur la vie économique et politique de la Belgique.

L'expérience a démontré qu'une armée ne saurait, en cas de danger, être un instrument efficace que si son emploi a été minutieusement préparé dès le temps de paix et que, pour une nation non protégée, le désarmement total, ou système de la veulerie avouée, est plus logique que la réduction arbitraire de sa force défensive, système que nous appelons celui de la veulerie déguisée.

. . .

C'est ce qui nous a amenés à nous poser les questions que voici : Chacun apporte-t-il dans l'accomplissement de ses obligations militaires toute l'application et toute la bonne volonté dont il est capable ? Chacun n'est-il astreint aux servitudes militaires que dans la stricte mesure des nécessités de la mission qu'il sera éventuellement appelé à remplir ?

L'organisation actuelle de notre défense nationale conduit-elle à un maximum de résultats par un minimum de contrainte et de dépense de temps et d'argent ?

Nous répondons par un NON énergique.

Nous affirmons que l'appareil militaire dont nous disposons actuellement, a été laissé inachevé par les législatures précédentes.

En examinant les moyens de perfectionner cet outil et partant de mieux atteindre les buts définis, nous préciserons le problème.

. . .

Peut-on, dans l'état actuel de notre législation militaire, réduire davantage la durée actuelle du temps de service ?

Nous n'hésitons pas à répondre : Non !

Non, parce que même douze mois de temps de service ne représentent pas plus de deux cent nonante jours d'instruction. Demandez à un artisan dans n'importe quelle profession, combien de temps il faut à un manœuvre pour devenir ouvrier! Consultez sans préjugé les enseignements de la guerre et interprétez les faits avec discernement!

Non! parce que l'armée du temps de paix est l'école, non seulement des soldats, mais aussi du cadre et qu'il serait absurde d'obliger tous les Belges en âge de milice de recevoir l'instruction militaire si les cadres actifs et de réserve dont nous disposons ne permettent d'en mobiliser utilement qu'une partie. Il ne peut être question d'entretenir en temps de paix des gradés à l'armée active simplement afin d'en avoir la disposition en temps de guerre.

Si donc notre armée mobilisée a des effectifs beaucoup supérieurs à ceux du pied de paix, le cadre de réserve doit être aussi plus important numériquement que le cadre actif. Le problème du recrutement du cadre des officiers de réserve a reçu une solution. Le moins qu'on puisse en dire c'est que les résultats obtenus n'ont pas toujours été bien brillants. Le problème du recrutement et de la formation des sous-officiers de réserve, comme aussi celui si important des sous-officiers de l'armée active n'est pas résolu entièrement.

Il n'existe aujourd'hui pratiquement pas de sources sérieuses de recrutement des sous-officiers de l'armée active. La formation des sous-officiers de réserve n'est pas assez développée. Quant à celle des caporaux, on sait ce qu'elle vaut.

Et cependant ces échelons de hiérarchie sont indispensables. La question de la durée du temps de service est donc liée non seulement au temps nécessaire pour former un soldat, mais aussi au temps nécessaire pour former de nombreux gradés miliciens.

C'est pourquoi, les dispositions de notre projet concernant la réduction du temps de service et celles relatives à la formation des cadres actifs et de réserve forment un tout inséparable.

La diminution de la durée de la présence sous les armes ne peut être obtenue qu'en perfectionnant et en amplifiant les moyens de formation des gradés, qu'en renforçant les obligations militaires de ceux qui sont aptes à devenir des chefs.

Les jeunes gens qui font des études bénéficient des sacrifices que la collectivité s'impose pour l'enseignement. Ceux qui, en raison de leurs facultés, aspirent à être dans la vie civile des chefs ou des conducteurs d'hommes, doivent admettre qu'ils ont pour devoir de tenir le même rôle dans l'ordre militaire.

Les cerveaux comme les muscles doivent le service militaire.

Cette obligation, nous nous sommes cependant efforcés de la comprendre largement et de la rendre la moins lourde possible.

Telle est la portée principale de l'article premier de notre proposition.

* * *

Une fois que le problème de la formation des cadres actifs et de réserve est résolu d'une façon efficace, on peut aborder franchement celui de la réduction du temps de service de tous les miliciens.

Quelle doit être la durée de ce temps de service?

N'oublions pas qu'on ne supplée pas à une insuffisance d'instruction de l'infanterie par une augmentation, même sérieuse, de la proportion de l'artillerie, ou par un outillage perfectionné quelconque : à la première défaillance de

l'infanterie, engins et canons tomberaient vraisemblablement au pouvoir de l'ennemi.

N'oublions pas non plus qu'au début de la guerre surtout, on va à la bataille, non pas avec des héros, mais uniquement avec des hommes, et nous savons ce que cela veut dire!

Douze mois ne sont pas de trop pour le milicien non dégourdi moralement, physiquement et intellectuellement. Douze mois constituent donc la durée à imposer à ceux qui sont les moins aptes à recevoir l'instruction militaire.

Cela signifie-t-il que tous les miliciens doivent servir douze mois?

Nullement! Et vous allez comprendre pourquoi!

Pour former un militaire de réserve de rang quelconque, depuis celui de soldat jusqu'à celui de sous-lieutenant, il faut lui inculquer une certaine somme de connaissances théoriques et pratiques, il faut lui donner un entraînement moral et physique.

Forcément si tous les miliciens d'une même classe sont instruits ensemble, l'avancement de l'instruction se règle d'après les moins rapides et il en résulte cette sensation d'ennui, d'inaction, de perte de temps dont tant de jeunes gens bien doués souffrent à la caserne.

Nous croyons avoir trouvé le moyen de remédier à cet inconvénient,

Dans l'ensemble des connaissances et de l'entraînement que le militaire de réserve doit posséder, il en est une bonne partie qui peuvent s'acquérir hors de l'armée proprement dite. C'est pourquoi nous autorisons le milicien à faire, avant son entrée au service actif, la preuve de ses connaissances et de son entraînement. S'il donne satisfaction, il obtient une incorporation postposée et une réduction équivalente de la durée du temps de service. Pratiquement, nous arrivons ainsi à fixer à six mois, la durée minimum du temps de service.

. . .

Pour certaines armes techniques, et tout particulièrement pour celles qui exigent la formation de cavaliers et de conducteurs, il n'est pas possible d'admettre une durée de temps de service égale, toutes autres circonstances identiques, à celle imposée à un soldat d'infanterie.

Actuellement presque toutes ces catégories sont astreintes à douze mois de service.

La législation existante, pour citer des exemples, présente une disproportion flagrante entre les durées de temps de service imposées respectivement à l'infanterie et à la cavalerie, et la difficulté de l'apprentissage des fonctions de fantassin et de cavalier. Il faut dix mois pour former un soldat d'infanterie et en douze mois on espère former un soldat de cavalerie.

Ceux qui ont pu juger personnellement des fatigues et du temps qu'exige la formation d'un cavalier sont unanimes à reconnaître que douze mois ne suffisent pas. Car il ne s'agit pas — et ceci ne doit pas être perdu de vue — de former un cavalier qui tienne honorablement en selle à la promenade, il s'agit de former un soldat se déplaçant à toutes les allures, avec sûreté, dans les terrains les plus difficiles pendant de longues heures et souvent avec l'angoisse du danger. N'oublions pas que dans la réorganisation qui vient d'être faite de nos troupes légères, les unités transportées mécaniquement restent liées aux routes et chemins et agissent dès lors aux abords de ceux-ci. Les unités de cavalerie sont réservées à l'action dans les terrains impraticables aux autres unités légères. La cavalerie,

à mesure que se réduit son importance numérique, ne conserve donc que les parties les plus difficiles de son ancien champ d'action. La qualité de ses troupes doit donc s'améliorer en même temps.

Nous sommes convaincus d'avoir encore été trop modérés en admettant qu'en quinze mois on peut, d'un milicien non préparé, faire un soldat de cavalerie et qu'il sera possible de le faire en neuf mois moyennant une préparation pleinement satisfaisante.

N'oublions pas que rares sont en Belgique les miliciens qui, au moment de leur incorporation, possèdent une instruction de cavalier.

Aussi, malgré le service de quinze mois, n'hésitons-nous pas à demander à la Chambre de manifester au Ministère de la Défense Nationale notre volonté de voir recourir, pour cette arme, beaucoup plus que pour toute autre, aux engagements volontaires largement encouragés et favorisés.

Ce sera le seul moyen de rendre à cette arme si utile, mais si délicate, la valeur technique qu'elle ne possède plus.

Ce qui vient d'être dit à propos de la cavalerie, reste vrai pour les autres armes et services : l'artillerie, le génie, etc.

Mais, à notre avis, le problème est dominé par une autre considération.

De toutes les armes, celle dont le service est le plus ingrat, c'est l'infanterie. C'est elle aussi, qui, en temps de guerre, subit les plus fortes pertes. C'est de la solidité de l'infanterie que dépend la capacité de résistance de l'armée tout entière.

Toutes les autres armes et tous les services ne servent, en fin de compte qu'à permettre à l'infanterie de remplir sa mission. Dès lors, il est indispensable d'assurer convenablement le fonctionnement de toutes les armes qui doivent contribuer à l'allègement de la tâche formidable de l'infanterie.

Celle-ci ne peut être engagée dans une action qu'avec la certitude qu'aucun de ses auxiliaires ne sera inférieur à sa tâche.

Au cours de la dernière guerre, l'infanterie a dû bien souvent suppléer à son propre manque de préparation, par des prodiges de vaillance. Les autres armes ne peuvent en faire de même et c'est encore l'infanterie qui subit les conséquences de leur infériorité.

Ces considérations nous apparaissent comme capitales et de nature à justifier pleinement les durées du temps de service plus longues que nous proposons pour certains services et certaines armes.

* * *

Tout ceci nous a conduits à envisager l'armée comme une vaste école préparant à la guerre sous la direction des cadres actifs : écoles de soldats, de caporaux, de sous-officiers et d'officiers subalternes de réserve.

Pour que leur passage par l'une des écoles soit le plus court possible, les miliciens, avant d'y entrer, devront posséder une grande partie des connaissances qu'on y enseigne.

Ainsi se justifient pleinement la préparation physique et la préparation pré-régimentaire.

Il importe de constater, et nous insistons sur ce fait, que nous proposons de définir dans la loi non plus la durée du temps de service, mais le nombre de jours d'instruction.

Cette façon de résoudre le problème présente de précieux avantages, notamment celui-ci : le milicien aura tout intérêt à faire très régulièrement son service, ne cherchera pas à exploiter en vue d'exemption de petites affections vraies ou simulées, ne sollicitera que les permissions justifiées à ses propres yeux. Il y a même lieu de remarquer que le milicien, s'il ne demande pas à jouir du jour de congé par mois que prévoit l'article 55 de la loi, verra diminuer d'autant la durée de sa présence sous les armes qui sera alors au maximum de trois cent cinquante deux jours et au minimum cent septante-sept jours environ, soit respectivement moins d'un an et moins de **six mois**.

* * *

La question de la couverture des frontières est toujours un facteur déterminant de la durée de la présence sous les armes.

Comme on est généralement d'accord pour admettre qu'une unité n'est pas utilisable pour la couverture pendant les six premiers mois de l'instruction militaire de recrues n'ayant subi aucune préparation avant l'appel sous les armes, il en résulte que, si l'on estime que la couverture doit être assurée pendant toute l'année, par des effectifs correspondant à une classe de milice, la durée du temps de service doit être fixée à dix-huit mois, et que l'appel sous les armes de cette classe peut se faire en une fois.

Dès que la durée du temps de service tombe en-dessous de dix-huit mois, c'est au détriment de la couverture pendant certaines périodes de l'année.

Traitions, pour nous expliquer, le cas du service de quinze mois, donnant des troupes utilisables pendant neuf mois pour la protection de la mobilisation.

L'incorporation en une fois de toute la classe de milice produit ce résultat que, pendant neuf mois de l'année, la couverture est assurée par une classe entière et que pendant le dernier trimestre il n'y a pas de couverture du tout ! On peut concevoir que l'appel sous les armes se fasse de telle sorte que le trimestre pendant lequel le pays n'est pas protégé soit le plus mauvais de l'année, celui où les dangers de guerre sont les plus minimes.

Une autre solution peut être obtenue en réalisant l'appel sous les armes de la classe de milice par moitié, à trois mois d'intervalle. Ainsi on arrive à pouvoir obtenir pendant les six mois de mauvaise saison une couverture assurée par une demi-classe de milice, tandis que la classe entière est tout de même utilisable pendant les six mois de meilleure saison.

Du moment où la durée du temps de service descend à douze mois, on en est réduit à choisir entre trois solutions types :

La première réalise encore l'appel sous les drapeaux une fois par an, assure la couverture par une classe entière pendant six mois et ne donne pas de couverture du tout pendant les six autres ;

La seconde réalise l'incorporation par moitié, à six mois d'intervalle, et donne pendant toute l'année une couverture assurée par une demi-classe seulement ;

La troisième utilise la double incorporation annuelle à trois mois de distance et permet d'utiliser pour la couverture la classe entière pendant le trimestre d'automne, une demi-classe pendant deux autres trimestres, et ne donne plus de couverture pendant le trimestre d'hiver.

Il est évident que la sécurité déjà bien précaire sous le régime des douze mois de service, tombe à zéro pendant toute l'année sous le régime des six mois et

repose alors exclusivement sur la vigilance du Ministre de la Défense Nationale, guidée par la clairvoyance du Ministre des Affaires Étrangères. Nous avons encore tous trop bien à la mémoire telle récente et cuisante déception pour oser encore nous fier désormais à des moyens aussi précaires.

Comme le système que nous proposons accorde les réductions de la durée du temps de service exclusivement aux dépens des six premiers mois après l'appel sous les armes, c'est-à-dire pendant la période où la troupe, en tant que troupe, n'existe que sur le papier, et n'est donc pas utilisable pour la couverture, il en résulte qu'il nous permettra d'organiser la couverture exactement dans les mêmes conditions qu'on pouvait le faire alors que la durée du temps de service était encore de douze mois pour tout le monde.

La couverture de la mobilisation sera donc nettement mieux assurée qu'avec le service actuel de dix mois, et notre proposition permet cependant une sensible diminution de la durée du temps de service.

. . .

Abordons maintenant l'examen de quelques détails.

Si la réorganisation du recrutement des cadres de réserve et l'amélioration de ceux-ci constituent les facteurs essentiels dont dépendra la possibilité d'une réduction du temps de service, il est nécessaire que la préparation physique et pré-régimentaire doivent se trouver à la base des solutions envisagées.

Ainsi qu'on le sait, ces préparations furent déjà discutées au Parlement et engendrèrent une atmosphère de profonde méfiance.

Le Belge — c'est une de ses qualités individuelles, mais c'est aussi un de ses défauts collectifs — a le caractère extrêmement indépendant. S'il aime parfois exercer l'autorité, il la supporte difficilement.

Les adversaires de la préparation au service militaire firent valoir qu'elle constituerait, en fait, une intrusion insupportable de l'armée dans tous les organismes s'occupant d'instruction et d'éducation de la jeunesse, quelque chose comme une prééminence du pouvoir militaire sur le pouvoir civil et la discussion n'aboutit à aucun résultat.

Le système que nous préconisons permet, il est vrai, au milicien de réduire lui-même à moins de six mois son temps de présence sous les drapeaux par une préparation volontaire et fructueuse; mais notre proposition de loi ne dit pas où le milicien recevra cette préparation.

Pour quel motif?

Parce que nous avons seulement voulu encourager et favoriser l'éclosion et le développement de la préparation physique et pré-régimentaire, sans la rendre obligatoire et sans en imposer les formes. Nous sommes convaincus de ce que le système de la liberté avec l'encouragement de toutes les initiatives bien conduites est essentiellement celui qui s'adapte le mieux à notre caractère national. Le Belge est capable de grands élans pourvu qu'on ne s'attarde qu'à la critique des résultats et qu'on lui laisse le choix des moyens.

L'enseignement est obligatoire en Belgique; mais son organisation est libre. L'État subsidie les écoles qui reconnaissent son autorité; mais il laisse pleine liberté à ceux qui ne sollicitent pas son aide. S'il en résulte parfois quelques abus, ceux-ci ne sont-ils pas la rançon de la liberté?

L'État, les provinces, les communes, des groupements confessionnels ou non, des particuliers même rivalisent de zèle dans la création d'écoles, dans l'amélio-

ration des moyens matériels et moraux d'enseignement depuis l'école Froebel jusqu'à l'Université.

Si de même le service militaire doit être obligatoire, l'enseignement de la partie de connaissances qui n'exige pas l'incorporation ne peut-il être libre?

Ne pensez-vous pas, Messieurs, que si aux miliciens on offre la possibilité de réduire, moyennant un effort raisonnable, à moins de six mois la durée du temps de service actif, on ne verra pas bientôt foisonner en Belgique les groupements de préparation?

Y a-t-il une seule Université ou un seul établissement d'enseignement supérieur qui voudra désavantager ses élèves en refusant d'y organiser la ou les deux leçons hebdomadaires et les quelques exercices qui assureraient, après l'achèvement du cycle des études, la réussite d'emblée des épreuves à la sous-lieutenance ou à son défaut, l'entrée aux écoles avec, dans chaque cas, la réduction du temps de service à six mois?

Y a-t-il un seul athénée, ou collège ou école industrielle, etc. qui hésiterait à organiser des cours de préparation aux épreuves de sous officier?

Ne verrons-nous pas éclore dans toutes les communes aux cours du soir, aux œuvres post-scolaires, aux patronages, dans les sociétés sportives, dans les mutualités, les associations professionnelles, etc. des sections de préparation tout au moins aux épreuves du soldat et à celle des caporaux et brigadiers?

La fréquentation de ces leçons ne sera jamais une charge pour personne, car elle sera volontaire. Chacun sera libre de choisir lui-même ses instructeurs conformément à son milieu, à son tempérament, à ses opinions, à ses tendances. Il aura la liberté du choix de l'enseignement, la liberté dans la fixation de la durée de celui-ci. Pourrait-on être plus large?

Et quelle est la seule condition pour s'acquitter de cette liberté? Il faut faire la preuve d'un travail productif.

Et quelle sera la récompense de ce travail? Une réduction de la durée du temps de service pouvant atteindre six mois, et la possibilité pour les meilleurs dans chaque catégorie de miliciens, d'entrer rapidement dans les cadres, de jouir des avantages matériels et moraux que confère cette situation et surtout d'occuper pendant toute la durée de leur service actif les fonctions les mieux en rapport avec leurs aptitudes, de recevoir une instruction adaptée à leurs facultés. Finis l'ennui et le désœuvrement des uns parce que d'autres ne savent pas suivre, finies la répugnances à l'effort, les habitudes d'indifférence.

Ce régime que nous proposons, présente pour sa mise en application, une certaine complication; mais de l'avis d'hommes compétents, cette complication ne constitue pas une raison suffisante pour rejeter un régime d'instruction qui, tout en réalisant un service réduit, ne compromet pas la solidité relative de l'armée de demain.

. * .

Mais, objecterez-vous, où trouvera-t-on les instructeurs, ou les moniteurs pour tous ces groupements de préparation?

Nous répondrons : pour une telle mission sociale et nationale les concours afflueront et même souvent à titre gracieux.

Le personnel enseignant, des officiers de réserve, d'anciens sous-officiers, des vétérans de la guerre, d'anciens soldats même pourront fréquemment assurer toute la tâche de l'instruction au degré inférieur et dès lors la rendre possible dans toutes les communes. Au pouvoir central il appartiendra de fournir, à tous

les organismes dont il approuvera les statuts, toute l'aide possible et tous les conseils sollicités.

Pour l'enseignement au degré moyen et au degré supérieur, ces organismes disposeront des ressources des grandes agglomérations et pourront souvent obtenir le concours d'une garnison proche.

Il n'est pas douteux que les Universités, par exemple, introduiront immédiatement dans tous les cours enseignés dans les facultés et écoles toutes les notions qui pourront trouver leur application aux sciences militaires. Elles chercheront à adjoindre à leur corps professoral des personnes (anciens officiers, officiers de réserve, etc.), qualifiées pour l'enseignement des sciences militaires. Elles s'adjoindront des moniteurs d'éducation physique et des moniteurs d'instruction pré-régimentaire. Les étudiants assisteraient pendant toute la durée de leurs études à un petit nombre d'exercices ou de leçons par semaine.

* * *

A l'Université qui lui en fera la demande motivée, notamment en invoquant le nombre des jeunes gens désireux de recevoir la préparation, le Ministre de la Défense Nationale détachera du personnel officiers de l'active et sous-officiers de carrière, **tous éléments devant être choisis parmi l'élite**, et qui, une fois agréés par les autorités académiques, auraient avec celles-ci les mêmes relations et le même rang que le personnel d'un cours quelconque et resteraient soumis à l'autorité militaire pour tout ce qui est relatif à leur conduite et manière de servir personnelles.

Les classes de préparation y pourront, comme à l'armée active, être ainsi organisées et encadrées, en compagnies, batteries, escadrons, etc.

Le Ministre des Sciences et des Arts et celui de l'Industrie et du Travail organiseront, avec la collaboration du Ministre de la Défense Nationale, la préparation physique et pré-régimentaire dans tous les établissements d'instruction de l'État.

Le Ministre de la Défense Nationale leur accordera la disposition d'armes mises hors d'état de servir (canons, fusils, grenades, etc.). Il pourra mettre à la disposition des futurs cavaliers, des chevaux, des manèges et des instructeurs.

En un mot, il sera fait en sorte que l'armée aille au milicien afin de permettre à celui-ci de séjourner le moins longtemps possible à la caserne.

Ce n'est qu'à titre d'exemple que nous venons d'esquisser l'organisation pour l'enseignement supérieur. Nous avons choisi à dessein le cas le plus complet. Il sera bien plus aisé d'organiser une école du soldat et du caporal dans le moindre village. Mais, en toutes circonstances, l'armée devra être pénétrée dans toute sa hiérarchie de la nature de son rôle primordial : **instruire et exercer en vue de la guerre**. Elle n'envisagera jamais que ce but, s'efforçant, pour l'atteindre de se plier à toutes les circonstances de nature à alléger les charges imposées aux élèves, faisant fi de toutes les routines, de toutes les inerties, de tous les formalismes qui doivent rejoindre dans les Musées, les anciens uniformes d'apparat. Ils eurent leur grandeur, mais leur temps est passé !

Et que l'on ne crie pas à la « caporalisation » avant la lettre, car le système de formation des grades de réserve que nous venons d'esquisser à grands traits s'inspire des méthodes adoptées par les deux États du monde où l'armée de

terre est, en temps de paix, réduite à sa plus simple expression : l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique.

La question ne serait cependant que partiellement résolue s'il n'était pas apporté une solution de principe à la formation ultérieure du cadre des instituteurs et moniteurs destinés à assurer, dans tous les pays, la préparation physique et pré-régimentaire de la jeunesse.

C'est pourquoi, dès l'article premier, nous avons prévu l'organisation des Écoles de moniteurs de préparation physique et pré-régimentaire.

A notre avis, tous ceux qui, en Belgique, se destinent à l'enseignement : instituteurs, professeurs de l'enseignement moyen du degré inférieur et professeurs de l'enseignement moyen notamment, devraient passer par ces écoles qui pourraient être organisées à plusieurs degrés correspondant aux divers degrés de préparation à organiser. Ces écoles seraient, pour ce qui est de la préparation physique, le développement de notre École normale militaire actuelle d'éducation physique que toutes les compétences louent comme un modèle du genre.

Les futurs éducateurs de la jeunesse y recevraient une préparation parfaite à leur rôle de collaborateurs de l'armée et seraient à même de donner à l'éducation physique de notre jeunesse l'orientation qui lui manque encore trop souvent.

Rien cependant, malgré cela, ne doit les exonérer de leurs devoirs de citoyen, bien au contraire, car leurs qualités spéciales les désignent tout naturellement pour former des gradés de réserve.

L'éducation physique organisée avec les maîtres formés comme nous le préconisons aurait comme résultat heureux de contribuer efficacement au développement de toute la jeunesse et ne tomberait pas dans les écueils qui attendent tous ceux qui ne voient dans le sport que matière à un record isolé.

..

Enfin, il nous a paru que la législation en matière de milice, avait une tendance à s'orienter à nouveau vers certaines injustices sociales conservées jusqu'à la veille de la guerre. Nous faisons allusion aux exemptions et aux dispenses de service en temps de paix.

Certes, souvent l'intention du législateur est louable et humaine en réclamant telle ou telle catégorie d'exemptions.

Il y a même dans les milieux financiers une tendance à favoriser leur développement dans un but de compression budgétaire.

Il peut arriver que, dans quelques années, la situation internationale n'impose plus à la Belgique la charge de devoir préparer, dès le temps de paix, toute sa jeunesse en vue de la guerre. Bref, pour une raison ou pour une autre, nous voyons se multiplier chaque année les motifs d'exemption.

Or, s'il est impossible d'incorporer celui qui est physiquement inapte, s'il est légitime et juste de laisser à une veuve son seul soutien, s'il est équitable de n'enlever à une nombreuse famille que certains de ses fils, toutes ces dispositions ne sont que la constatation d'une impossibilité ou ne visent qu'à soulager, à aider ou à frapper moins lourdement les **parents** des miliciens et nullement à octroyer une faveur quelconque à ces derniers.

Telle est cependant souvent, la conséquence directe d'une exemption. Ne pas faire de service militaire, c'est obtenir un an d'avance dans ses études, dans sa formation professionnelle, dans la création d'une situation ou d'un capital. C'est prendre sur tous les jeunes gens du même âge, mais ayant fait du service,

une avance considérable dont on recueillera les fruits au cours de toute l'existence, y compris souvent le taux de la pension d'ancienneté pour citer le cas des appointés. C'est là une conséquence qui dépasse les intentions du législateur, aussi avons-nous cherché à la corriger par la création d'une imposition spéciale, dite pour charges militaires, proportionnelle à la taxe professionnelle qui est une bonne mesure du bénéfice que l'exempté tire de la faveur dont il a joui. Cette charge, remarquons-le, ne diminue aucunement la faveur que le législateur a voulu accorder à certaines catégories de parents, elle ne retombera d'ailleurs sur l'exempté lui-même que s'il est imposable pour la taxe professionnelle. Cette disposition réduit, avec la législation fiscale actuelle, considérablement le domaine d'application de cet article.

Cet impôt ne pèsera donc que sur ceux qui auraient obtenu une exemption totale du service actif et dont la situation matérielle permettra d'apporter sous forme d'un impôt leur contribution à la défense nationale. Pour un jeune homme taxé sur la base d'un revenu professionnel de 10,000 francs, le montant de cet impôt sera de 75 francs environ pendant les cinq premières années.

D'ailleurs, comme on peut le constater à la lecture de l'article 4 qui concerne cet objet, le tantième de cet impôt est fortement décroissant avec le temps.

Par exemple, pour un homme de quarante à quarante-cinq ans et imposé sur la base d'un revenu professionnel de 20,000 francs, la taxe annuelle à payer ne sera que d'environ 43 francs.

Ainsi sont justifiées et commentées les dispositions essentielles de notre projet de loi.

* * *

Quelques mots maintenant du point de vue financier.

La loi proposée apportera-t-elle au Budget de la Défense Nationale un allègement immédiat considérable? Aura-t-elle, par contre, pour conséquence d'en augmenter les dépenses?

Nous devons répondre « non » à l'une et l'autre de ces deux questions.

En effet, en ce qui concerne le nombre de journées de présence sous les armes, l'économie réalisée dans les premières années de sa mise en vigueur par les appels sous les armes différés sera contrebalancée par le fait que la durée de service est prolongée pour les miliciens non instruits.

Pour ce qui est des cadres, le système proposé n'exige pas leur renforcement : il permettra au contraire de réduire le nombre de sous-lieutenants, d'adjudants, de sergents et de caporaux, puisque chaque année le contingent lui-même fournira des miliciens gradés. Ceux-ci n'obtiendront le grade qu'après avoir prouvé qu'ils sont aptes à l'occuper. Il en résulte qu'ils ne toucheront la solde de gradé que pendant les derniers mois de leur temps de service. On peut dire que seuls les sujets exceptionnels seront gradés six mois après l'appel sous les armes de leur classe de milice. Après neuf mois de service, les très bons éléments auront obtenu leur nomination, les bons éléments devant, pour être nommés, être mis à l'épreuve jusqu'à la fin du temps de service. Quant aux éléments restants, ils n'obtiendront éventuellement un grade que s'ils donnent satisfaction au cours des rappels.

Or, tous ces gradés ne toucheront que la solde minimum prévue.

* * *

Nous ne pouvons nous empêcher, à cette occasion, d'examiner plus complètement la question du recrutement des cadres actifs permanents des sous-officiers, qui sont **toujours** indispensables dans une armée dont les miliciens accomplissent moins de deux ans de service.

Actuellement, ce n'est un secret pour personne que la source de recrutement est tarie.

Le Ministre de la Défense Nationale pourra nous dire officiellement le nombre infime d'engagements volontaires souscrits au cours de l'année dernière pour l'armée entière : il y en a à peine assez pour les besoins normaux d'un régiment ! Et tout engagé volontaire n'est pas nécessairement apte à devenir un bon gradé !

Il importe donc de parer à cette crise profonde.

Le remède que nous préconisons dépasse le cadre de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations militaires. Il intéresse le recrutement de tout le cadre des salariés et appointés de l'État.

C'est pourquoi nous n'avons pas, dans la présente proposition, introduit de disposition formelle à ce sujet. Mais nous signalons la solution à l'attention du Gouvernement, plus particulièrement qualifié pour déposer des propositions en cette matière, nous réservant toutefois de faire en temps opportun usage de notre droit d'initiative.

Personne ne peut contester, pour une armée organisée sous le régime du temps de service réduit, la nécessité de posséder un cadre important de sous-officiers restant au service actif pendant au moins deux ans. C'est une condition indispensable pour permettre une instruction intensive, rapide et coordonnée.

Au point de vue budgétaire, il est pourtant désirable que ces gradés ne fassent pas carrière, ce afin d'éviter les soldes élevées. Hâtons-nous d'ajouter que ce point de vue n'est nullement opposé à l'intérêt militaire qui ne peut que bien se trouver d'un cadre jeune et nombreux, formant une puissante charpente pour l'armée mobilisée.

Personne ne contestera non plus que celui qui sollicite de l'État une fonction ou un emploi, doit avant tout être animé de sentiments de fidélité et de dévouement envers les institutions qu'il ambitionne de servir. Dès lors, serait-ce trop d'exiger de tout aspirant agent de l'État qu'il fasse la preuve de son esprit de dévouement en contractant un engagement volontaire d'au moins deux ans dans l'armée et qu'il y conquière le grade en rapport avec les connaissances qu'il désire mettre au service de l'État ? Cette suggestion est parfaitement logique et ne porte aucune atteinte à la liberté du citoyen.

Bien entendu, le candidat agent de l'État ne souscrirait son engagement volontaire à l'armée qu'après avoir satisfait aux épreuves exigées pour l'obtention de l'emploi, afin qu'après deux ans de bons services, il ait la certitude de pouvoir occuper celui-ci.

Les années passées au service militaire dans les conditions sus-indiquées entreraient en ligne de compte dans la détermination de l'ancienneté lors de l'entrée effective de l'intéressé dans les cadres administratifs.

Ainsi serait ouverte une source de recrutement particulièrement abondante et particulièrement qualifiée pour tous les échelons du cadre subalterne, depuis le grade de caporal jusqu'à celui de sous-lieutenant inclus. Ce cadre serait de qualité irréprochable et beaucoup moins coûteux que le cadre de carrière actuel.

*
*
*

Examinons maintenant comment les différents articles de notre proposition de loi traduisent en texte législatif les considérations que nous venons de développer.

L'article premier organise le recrutement du cadre subalterne de réserve (sous-lieutenants, sous-officiers et caporaux) parmi les miliciens, de façon à le faire répondre aux besoins de l'armée mobilisée. Il prévoit que certains de ces miliciens peuvent, éventuellement, pendant la durée même de leur terme de service actif, exercer les fonctions de gradé auxquelles ils sont préparés, et que dans le cas où ils auront prouvé qu'ils possèdent les qualités requises, ils pourront obtenir le grade lui-même et jouir des avantages que celui-ci comporte.

En même temps que le cadre milicien, facteur indispensable à l'utilisation d'une armée mobilisée par le rappel de nombreuses classes, cet article organise le recrutement et la formation de ceux qui sont destinés à devenir, après avoir été libérés du service actif, les moniteurs de préparation physique et pré-régimentaire. Ceux-ci auront reçu l'instruction du gradé, en auront exercé les fonctions, mais auront été orientés particulièrement vers la préparation de la jeunesse au service militaire, complément indispensable du service à court terme.

L'article 2 traite de la durée du temps de service actif.

Par l'alinéa *a* il définit la durée maximum de ce service, c'est-à-dire le temps nécessaire dans le cas le plus défavorable d'aptitudes et de préparation de la recrue. Ce temps doit nécessairement être plus long pour les armes montées et certaines armes techniques que pour la généralité des armes ou services.

Par l'alinéa *b*, il range les miliciens en quatre catégories, en vue de l'octroi des réductions de la durée du temps de service. Cette classification est nécessaire pour qu'il puisse être imposé à chacun des conditions de préparation physique et pré-régimentaire d'autant plus sévères que sa formation intellectuelle est plus développée.

L'alinéa *c* précise les conditions de l'appel sous les armes différé pour chacune des catégories prévues. Ainsi, par exemple, à l'ouvrier ou au paysan peu instruits, classés dans la troisième catégorie, la loi ne demandera qu'une préparation suffisante aux fonctions de soldat pour lui accorder sans restriction, les réductions de la durée du temps de service. Autant dire qu'avec la préparation physique et pré-régimentaire généralisée, toute la troisième catégorie, soit les trois quarts environ du nombre des miliciens, pourra bénéficier de la durée minimum du temps de service.

Par contre, pour les miliciens plus instruits, le bénéfice de la réduction maximum du temps de service ne sera accordé, sans restriction qu'à ceux satisfaisant d'emblée aux épreuves de gradé (première catégorie), ce qui exigera d'eux un effort considérable préalablement à leur entrée au service. Quant aux autres, c'est-à-dire ceux de la deuxième catégorie, ils pourront, comme les soldats, obtenir une réduction de la durée du temps de service, moyennant une préparation partielle suffisante pour les fonctions de gradé; mais le nombre de bénéficiaires de cette faveur ne pourra dépasser un centième fixé par la loi; il en résulte, en fait, que pour les élèves gradés, les épreuves de la préparation prendront le caractère d'un concours provoquant une salutaire émulation.

Comme on le voit, nous nous sommes inspirés du souci constant d'assurer une bonne formation de cadres et de maintenir l'égalité de toutes les classes sociales au point de vue des réductions de la durée du service militaire.

L'alinéa *d* prévoit l'organisation des épreuves indispensables en vue de la sélection des miliciens, telle qu'elle a été définie ci-dessus.

L'alinéa *e* donne les précisions nécessitées par la substitution dans le texte légal, de l'expression « durée du terme de service actif » fixée en mois, par celle « durée de l'instruction militaire » fixée en jours.

Le texte législatif implique que le temps de service militaire doit être tout entier consacré effectivement à l'instruction.

L'autorité supérieure aura seule le pouvoir de décider que certains jours affectés à l'instruction militaire pourront être en tout ou en partie soustraits à cette instruction.

Les alinéas *f* et *g* ne sont que la reproduction coordonnée des alinéas *c* et *d* de la loi existante, sauf que les miliciens officiers de réserve sont également soumis à des rappels et que la durée de ceux-ci est réduite de six à trois mois.

L'alinéa *h* est le texte inchangé de l'alinéa *e* de la loi du 10 mars 1923.

L'article 3 introduit dans la législation une disposition supplémentaire définissant le montant de l'impôt dit « pour charges militaires » à payer par tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ne font pas de service actif en temps de paix et qui sont présumés tirer de cette exemption un avantage matériel.

* * *

Ainsi que nous le disons en tête de notre exposé, l'économie de notre proposition de loi peut se résumer comme suit :

Organisation d'un nombreux cadre de réserve dans tous les grades subalternes, une partie de ce cadre ayant exercé les fonctions de son grade dès le temps de paix.

Réduction du temps de service à six mois pour tous ceux qui justifieront d'emblée de leur aptitude à exercer immédiatement les fonctions de gradé et ce **sans limitation aucune** du nombre des bénéficiaires.

Réduction du temps de service à neuf mois ou à six mois pour deux quarts des miliciens qui, n'ayant pu justifier d'emblée de leur aptitude à exercer les fonctions de gradé, feraient cependant la preuve d'une préparation suffisante à ces fonctions.

Réduction du temps de service à neuf mois ou à six mois **pour tous les miliciens** dont il ne peut être exigé qu'ils deviennent gradés et qui justifient cependant d'une préparation suffisante comme soldats.

La loi ne fixe formellement que le nombre de jours d'instruction, toute entrave ou arrêt apporté à cette instruction par le milicien entraîne son maintien sous les armes.

Tous les inscrits bénéficiant d'une exemption ou d'une dispense du service en temps de paix et qui jouissent d'une situation professionnelle suffisante, acquittent un impôt pour charges militaires.

* * *

MESSIEURS,

En élaborant ce travail, nous avons voulu, dans la faible mesure de notre expérience et de nos études, contribuer au relèvement de notre organisation militaire actuellement si anémiée, mieux assurer notre défense nationale, alléger

la charge de celle-ci et la répartir avec plus de logique et plus d'équité, et enfin améliorer l'éducation civique, morale et physique de nos populations:

Des spécialistes compétents que nous avons consultés estiment que l'adoption de notre proposition peut conduire au but que nous avons envisagé. Nous croyons d'autant plus avoir le droit d'invoquer leur opinion que le problème à résoudre, notamment en ce qui concerne la durée du temps de service, n'est pas d'ordre politique. C'est une question exclusivement technique, tant au point de vue militaire que financier et éducatif. Tous ceux qui se sentent un cœur de Belge le comprendront. C'est à eux que s'adresse notre appel. Notre confiance en leur patriotisme éclairé nous permet d'affirmer, qu'oubliant toute autre préoccupation, ils sauront élever leurs sentiments à la hauteur de ceux de nos héros qui sont morts pour que la Belgique leur survive!

Ad. BUYL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1927.

WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN DE WETTEN OP DE MILITIE, DE WERVING EN DE DIENSTVERPLICHTINGEN

DOEL VAN HET VOORSTEL

1. — Inrichting van een talrijk reserve-kader in al de ondergeschikte graden; een gedeelte van dit kader zou de functie met zijn graad overeenkomende reeds in vreedstijd uitoefenen.
2. — Vermindering van den dienstdtijd op zes maanden voor al wie het bewijs levert dadelijk bekwaam te zijn het ambt van gegradeerde uit te oefenen en wel *zonder eenige beperking* van het getal dezer rechthebbenden.
3. — Vermindering van den dienstdtijd op negen maanden of op zes maanden voor twee vierde der miliciens die, ofschoon zij het bewijs niet leveren dadelijk bekwaam te zijn de functie van gegradeerde uit te oefenen, niettemin blijk geven van eene voldoende voorbereiding daartoe.
4. — Vermindering van den dienstdtijd op negen maanden of op zes maanden *voor al de miliciens* van wie men niet kan eischen dat zij een graad bekomen, maar die niettemin blijk geven van eene voldoende voorbereiding als soldaat.
5. — Vaststelling van het getal dagen die men verplicht is aan de opleiding der miliciens te besteden.
6. — Heffing van eene bijzondere belasting « wegens militaire lasten » te betalen door al wie recht heeft op eene vrijstelling in vreedstijd.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De bezorgdheid van onze wetgevers in zake militie, werving en dienstplicht, heeft, sedert den wapenstilstand, eene diepe kentering ondergaan die den stempel draagt der gebeurtenissen en der gedachtenstromingen welke, na de wereld-ramp, tot uiting zijn gekomen.

In den beginne, gaan die gedachten uit van smartvolle verontwaardiging van een volk wiens grondgebied, spijs de plechtigste verbintenissen, werd geschonden en wiens rechten op eene billijke schadevergoeding heftig werden betwist. Bovendien, zijn zij de vastberaden wilsuiting om dergelijke rampen voortaan aan het land te sparen.

Verder, worden zij beheerscht door de geldelijke en economische bezwaren waar tegenover de Natie staat.

Ten slotte, brengen zij ook offers aan de idealistische en hersenschimmige verwachtingen van eene handelende internationale gerechtigheid.

Sommigen zullen zich afvragen of men bij deze bezorgdheid wel voldoende

11.

Document n^o 38 (Annexe). — *Stuk n^o 38 (Bylage)*

En remplacement du texte distribué précédemment.

Ter vervanging van den vroeger rondgedeelden tekst.

rekening heeft gehouden met de grondige wijzigingen welke tijdens den grooten oorlog in de wijze van oorlogvoeren en in de bewapeningen zijn voorgekomen, alsmede van het feit dat in een land, als het onze, waarvan de oppervlakte zoo weinig diepte biedt, de phases van een toekomstend conflict tegenover het leger en de Natie zoo onverwacht als gevaarvol zullen komen te staan.

* * *

Wordt heden ten dage het beginsel van den algemeenen dienstplicht door niemand nog betwist, dan is het niettemin waar dat er eene klaar uitgesproken strekking bestaat om er den duur van te beperken. En, dienvolgens, rijst dit vraagstuk op : is de dienstdtijd in de militaire inrichting van een land een factor waaraan men straffeloos achtereenvolgende beperkingen kan toebrengen? Zijn deze geen doodelijk gevaar voor onze defensieve macht? Er werd gezegd : « Waarom niet vijftien maanden, als het met achttien maanden mogelijk is? Waarom niet veertien, zoo vijftien volstaan? Waarom niet twaalf, in plaats van vijftien? » Van twaalf is men op tien gedaald en door al verder af te dingen, zal men trapsgewijze en zonder reden den dienst van zes maanden bereiken, om dan maar dadelijk de openbare meening naar den dienst van drie maanden te stuwen. Waarom zou, ten slotte, in vredetijd het leger niet eenvoudig vertegenwoordigd zijn door enkele lijvige registers en de kaarten der stamnummers?

Ieder goed burger moet dergelijke geestesgesteldheid veroordeelen.

Ofwel zal het leger moeten optreden, en zijne waarde zal nietig zijn tegenover een vijand die zijn aanval langen tijd heeft voorbereid; ofwel zal de internationale vrede door de gerechtigheid voorgoed gevestigd zijn — hetgeen, eilaas! nog niet tot de werkelijkheid behoort — en dan wordt het handhaven van een nationaal leger, hoe gering ook, eene nuttelooze geldverspilling.

De opgang naar eene steeds grootere vermindering van den dienstdtijd is dus niet overeen te brengen met de inrichting van eene effectieve militaire macht. Beter is het geen leger te hebben dan een leger dat slecht opgeleid is en onvoldoende kaders bezit.

En begaan wij vooral niet opnieuw de dwaling te gelooven dat in geval van gevaar, de vaderlandsliefde en de improvisatie, het gebrek aan onderrichting, aan materieel en aan africhting kunnen verhelpen.

Vergeeten wij niet de harde ervaring die wij, in dit opzicht, eenige jaren geleden, opgedaan hebben.

Tot in 1912, liet België het leger in een betreurenswaardigen toestand, op stoffelijk en zedelijk gebied. En zoo later, tegenover een bedreiging die steeds duidelijker werd, de openbare meening krachtadig en heilzaam wakker werd en zoo, gedurende de twee jaren die volgden, de wederinrichting, de versterking en de verbetering van ons militair werktuig met reuzenschreden voortgezet werd, dan blijft het niettemin waar dat het werk lang niet voltooid was toen de oorlog uitbrak en, alhoewel de verontwaardiging al de krachten van de Natie had doen opleven, was het niet mogelijk de macht van ons leger te brengen boven de perken die daaraan gesteld waren door de middelen waarover het, van af den vredetijd, mocht beschikken.

Onze infanterie die over geen of weinig mitrailleurs beschikte, onze artillerie zonder munitie en zonder zwaar materieel, onze vrijwilligerskorpsen zonder onderrichting, onze burgerwacht zonder organisatie, onze reserve-troepen zonder

kader, konden, dank zij bloedige offers, alleen de eer redden, doch waren onmachtig om het gebrek aan voorbereiding goed te maken.

Zoo het eenerzijds waar is, dat sommige kleine en bescheiden naties — waaronder geene enkele door den wereldbrand beproefd werd — een neiging vertoonen om de bestendige legerinrichtingen af te schaffen, dan vragen wij vooreerst te onderzoeken of bedoelde landen geene grenzen hebben die een natuurlijke beschutting uitmaken. In alle geval hadden deze landen, niet zooals België, het ontzaglijk leed, het strijdperk geweest te zijn, waar, gedurende eeuwen, al de Europeesche geschillen uitgevochten werden.

De verstandigste diplomaten, van een der meest bewogen tijdperken der geschiedenis, waren zoo overtuigd van deze natuurlijke erfdiensbaarheid van ons land, dat zij aan dit laatste eene gewaarborgde doch gewapende neutraliteit oplegden om het steeds onzeker bestaan er van te verzekeren.

Thans bestaat die waarborg der neutraliteit niet meer. En zijn wij nu in zulke mate verzekerd, dat, indien wij ontwapenen of indien wij onvoldoend gewapend zijn, onze geburen vrede zullen hebben met onze gewilde verlamdheid die voor hen gevaarlijk zou kunnen worden doordat wij aan een gebeurlijken aanvaller een om talrijke redenen gunstig strijdperk zouden verschaffen? Niets verzekert ons dat deze ongelegen lamheid niet eens aanleiding zou geven tot een nieuw Barrière-tractaat, dat wij ditmaal zouden verdiend hebben en waarvan wij opnieuw de kosten zouden betalen. Gedurende lange jaren, moest ons land een buitenlandsche legermacht onderhouden en lasten betalen die heel wat zwaarder zijn dan die welke door een nationale legerinrichting vereischt worden. Nu nog wegen de gevolgen van het Barrière-tractaat zeer gevoelig op het economische en politieke leven van België.

De ervaring heeft bewezen dat een leger, in geval van nood, alleen dan een doeltreffend werktuig kan zijn, wanneer het gebruik er van reeds zorgvuldig in vreedestijd voorbereid werd. De ervaring bewees ook dat, voor eene natie zonder beschutting, de geheele ontwapening, het stelsel van de aangenomen lamlendigheid, meer logisch is dan de willekeurige vermindering van hare weermacht, hetgeen wij het stelsel der verkapte lamlendigheid zullen noemen.

* *

Dit heeft ons geleid tot het stellen van deze vragen : brengt eenieder, bij de vervulling van de militaire verplichtingen, al zijne toewijding en zijn goeden wil? Wordt eenieder tot den legerdienst verplicht, enkel en alleen naar de mate van de vereischten der roeping die hij gebeurlijk zal moeten vervullen? Levert de huidige inrichting van onze landsverdediging het maximum op van de uitslagen door middel van een minimum van dwang en van uitgaven in tijd en geld?

Wij antwoorden met een krachtig **neen**.

Wij verklaren dat de legerinrichting, waarover wij thans beschikken, onvoldoend gelaten werd door de voorgaande Wetgeving.

Bij het onderzoek van de middelen die geschikt zijn om dit werktuig te verbeteren en dus om de bepaalde doeleinden te bereiken, zullen wij het vraagstuk nader omschrijven.

* *

Kan men, met den bestaanden toestand van onze militaire wetgeving, den huidigen duur van den dienstdtijd nog meer verkorten?

Wij aarzelen niet te antwoorden : **Neen!**

Neen, omdat zelfs een dienstduur van twaalf maanden niet meer dan 290 dagen onderricht vertegenwoordigt. Vraagt aan een ambachtsman van om 't even welk beroep, hoeveel tijd een gast behoeft om werkmán te worden! Gaat zonder vooroordeel na, hetgeen de oorlog ons geleerd heeft en legt de feiten met helder doorzicht uit!

Neen, omdat het leger van den vreedetijd de school is, niet alleen van soldaten, doch ook van het kader, en omdat het dwaas zou wezen al de Belgen op den leeftijd, voor den militairen dienst vereischt, te verplichten militair onderricht te ontvangen, wanneer de actieve- en reserve-kaders waarover wij beschikken, toelaten, slechts een deel er van doeltreffend te mobiliseeren. Er kan geen sprake zijn van, in vreedetijd, officieren en onderofficieren in het actieve leger te behouden, alleen om dezen ter beschikking te hebben in oorlogstijd.

Zoo ons gemobiliseerd leger dus veel hoogere effectieven bezit dan deze op vredesvoet, moet het reserve-kader in getalsterkte ook veel belangrijker zijn dan het actieve kader. Het vraagstuk van de aanwerving van het kader der reserve-officieren heeft eene oplossing gekregen. Op zijn zachtst genomen, mag men zeggen dat de bereikte uitslagen niet altijd schitterend waren. Het vraagstuk van de aanwerving en de opleiding der reserve-onderofficieren, evenals het zoo belangrijke vraagstuk van de onderofficieren van het actieve leger, is niet geheel opgelost.

Practisch beschouwd, bestaan er tegenwoordig geene ernstige bronnen waar men onderofficieren voor het actieve leger kan aanwerven. De opleiding van de reserve-onderofficieren is niet genoeg ontwikkeld. En deze van de korporalen, — men weet wat ze beteekent.

En nochtans zijn deze trappen van de hiërarchie onmisbaar. De kwestie van den duur van den dienstduur is dus niet alleen verbonden met den tijd noodig tot het vormen van een soldaat, maar ook met den tijd die noodig is voor het vormen van de gegradeerden onder de militieplichtigen.

Daarom vormen de bepalingen van ons voorstel, betreffende de vermindering van den dienstduur, en deze, betreffende de vorming van de actieve en de reserve-kaders, een onafscheidbaar geheel.

De vermindering van den duur der aanwezigheid onder de wapens kan niet verkregen worden, tenzij door verbetering en verruiming van de middelen tot opleiding van de gegradeerden, door eene verscherping van de militaire verplichting dergenen die geschikt zijn om oversten te worden.

De jongelieden, die studeeren, genieten van de opofferingen die de gemeenschap zich oplegt voor het onderwijs. Degenen die, op grond van hunne bekwaamheden, er naar streven in het burgerlijk leven aan 't hoofd te staan of menschen te leiden, moeten aannemen dat het hun plicht is dezelfde rol te vervullen in het leger.

De geesten zoowel als de spieren moeten hun militairen dienst doen.

Wij hebben nochtans getracht deze verplichting breed op te vatten en ze zoo licht mogelijk te maken.

Dit is in hoofdzaak de draagkracht van het eerste artikel van ons wetsvoorstel.

*
* *

Eens het vraagstuk van de vorming der actieve en reserve-kaders op doelmatige wijze opgelost, kan men zonder aarzelen dit van de vermindering van den dienstduur voor alle militieplichtigen aanvatten.

Hoe lang moet de dienstduur duren?

Vergeten wij niet dat men eene ontoereikende opleiding van de infanterie niet goedmaakt door eene, zelfs ernstige, vermeerdering van de hoeveelheid artillerie of door eender welke verbetering van toerusting; bij den eersten tegenslag die de infanterie zou lijden, zouden waarschijnlijk oorlogstuig en kanonnen in de handen van den vijand vallen.

Vergeten wij ook niet dat men, in den aanvang van den oorlog vooral, niet naar den strijd trekt met helden, maar alleen met menschen, en wij weten wat dit zeggen wil!

Twaalf maanden zijn niet te veel voor den militieplichtige die zedelijk, lichamelijk, of geestelijk niet lenig gemaakt is. Twaalf maanden is dus de duur die moet opgelegd worden aan degenen die het minst geschikt zijn voor de militaire opleiding.

Wil dit zeggen dat alle militieplichtigen twaalf maanden moeten dienen?

Geenszins. En ge zult dadelijk begrijpen waarom!

Om een reserve-militair van eender welken rang te vormen, van af dezen van soldaat, tot dien van onderluitenant, moet men hem eene zekere dosis theoretische en practische kennis aanleeren, men moet hem zedelijk en lichamelijk africhten.

Wanneer alle militairen van eene zelfde klas te gelijk afgericht worden, wordt de vordering van de africhting natuurlijk geregeld naar de minst vluggen, en daaruit vloeit voort een gevoelen van verveling, tijdverlies en nietsdoenerij, waaraan vele begaafde jonge mannen in de kazerne lijden.

Wij meenen het middel te hebben gevonden om dit bezwaar te niet te doen.

Een ruim deel van de kundigheden en de africhting, die de reserve-militair moet bezitten, kunnen verkregen worden buiten het eigenlijke leger. Daarom willen wij den militieplichtige, vóór hij in dienst treedt, in de gelegenheid stellen het bewijs te leveren van zijne kennis en africhting. Schenkt hij voldoening, dan mag hij later ingelijfd worden en verkrijgt hij eene gelijkwaardige vermindering van den duur van den dienstdtijd. In de practijk, komen wij er op die wijze toe den minimum-duur van den dienstdtijd op zes maanden te brengen.

*
* * *

Voor sommige technische wapens, en hoofdzakelijk voor deze die de vorming van ruiters en geleiders eischen, is het niet mogelijk een zelfden duur van dienstdtijd aan te nemen, bij alle andere gelijke omstandigheden, als deze welke opgelegd wordt aan den soldaat der infanterie.

Thans moeten meest al deze categorieën twaalf maanden dienst doen.

De bestaande wetgeving, om eenige voorbeelden aan te halen, behelst eene in 't oog springende onevenredigheid tusschen den dienstduur onderscheidenlijk opgelegd aan de infanterie en de cavalerie, en de moeilijkheid van het aanleeren van het vak van infanterist en cavalerist. Er zijn tien maanden noodig om een infanteriesoldaat te vormen, en men meent een cavaleriesoldaat te kunnen vormen op twaalf maanden.

Degenen die persoonlijk hebben kunnen oordeelen over de vermoeienissen en den tijd die de vorming van een cavalerist vergt, erkennen éénparig dat twaalf maanden niet voldoende zijn. Want het geldt hiër niet, en dat mag men niet uit het oog verliezen, een cavalerist te vormen die zich behoorlijk in den zadel houdt bij een wandeling; het geldt hier een soldaat te vormen die gemakkelijk elke snelheid neemt, zekerheid bezit op de moeilijkste terreinen, uren lang en

dikwijls met dreigend gevaar. Vergeten wij niet dat in de pas tot stand gekomen reorganisatie van onze lichte troepen, de mechanisch vervoerde eenheden verbonden blijven aan de banen en wegen en dienvolgens langs dezen handelend moeten optreden. De cavalerie-eenheden zijn voorbehouden voor het optreden in de terreinen die ontoegankelijk zijn voor de andere lichte eenheden. Naar gelang hare numerische getalsterkte vermindert, behoudt de cavalerie enkel nog de moeilijkste deelen van haar vroeger actieterrein. De hoedanigheid van hare troepen moet dus tegelijkertijd stijgen.

Wij zijn overtuigd nog te gematigd te zijn geweest met aan te nemen dat men op vijftien maanden van een niet voorbereiden milicien een cavaleriesoldaat kan maken, en dat het mogelijk zal zijn het op negen maanden te doen mits eene volkomen voldoende voorbereiding.

Vergeten wij niet dat in België de militieplichtigen die bij hunne inlijving eene opleiding als ruiter gekregen hebben, zeldzaam zijn.

Laten we daarom niet aarzelen, ondanks den dienst van vijftien maanden, de Kamer te verzoeken aan den Minister van Landsverdediging haren wil te doen kennen dat er voor dat wapen, meer dan voor welk ander, vrijwilligers, ruim aangemoedigd en bevoordeeld, zouden gevraagd worden.

Ook zal dit het eenige middel zijn om aan dit zoo nuttige, maar ook zoo kiesche wapen, de technische waarde terug te geven die het niet meer bezit.

Wat wij over de cavalerie hebben gezegd, is even waar voor de overige wapens en diensten : de artillerie, de genie, enz.

Naar onze meening, wordt echter het vraagstuk beheerscht door eene andere beschouwing.

Van al de wapens is de infanterie het meest ondankbare. Zij lijdt ook in oorlogstijd de zwaarste verliezen. Van de solidariteit der infanterie hangt het weerstandsvermogen van het gansche leger af.

Al de overige wapens en diensten dienen op stuk van zaken alleen om aan de infanterie toe te laten hare taak te vervullen. Dienvolgens, is het volstrekt noodig de werking van al de wapens die moeten medehelpen om de onzaglijke taak van de infanterie te verlichten, behoorlijk te verzekeren.

Deze kan niet in den strijd geworpen worden dan met de zekerheid dat geen enkele van de helpers in gebreke zal blijven.

In den loop van den jongsten oorlog, heeft de infanterie haar eigen tekort aan voorbereiding moeten verhelpen door wonderen van dapperheid. De wapens kunnen niet hetzelfde doen, en het is nogmaals de infanterie die de gevolgen van hare minderwaardigheid draagt.

Deze beschouwingen schijnen dus van hoofdzakelijk belang en van zulken aard dat zij ten volle een langeren duur van den dienstdtijd billijken, wat wij voor sommige diensten voorstellen.

*
*
*

Al het voorgaande heeft er ons toe geleid het leger te beschouwen als een groot school van voorbereiding tot den oorlog onder de leiding van aktieve kaders : scholen voor de soldaten, voor de korporalen, de onderofficieren en lagere reserve-officieren.

Om hun tijd in een dezer scholen zoo kort mogelijk te maken, moeten de miliciens alvorens hem aan te vangen, een groot deel van de kundigheden die men er onderwijst bezitten.

De lichamelijke en de prae-regimentaire voorbereiding zijn aldus voldoende gebillijkt.

*
*
*

Wij vestigen er met nadruk de aandacht op, dat wij voorstellen in de wet niet meer den duur van den dienstdtijd te bepalen, maar het getal oefeningsdagen.

Deze wijze om het vraagstuk op te lossen heeft groote voordeelen, onder meer dit : de milicien zal er alle belang bij hebben zijn dienst zeer geregeld te doen, zal er niet op uit zijn om van alle ware of geveinsde ongesteldheidjes gebruik te maken tot vrijstelling van dienst, zal enkel de verlofdagen vragen die hij zelf redelijk vindt. Men moet er zelf op wijzen dat de milicien, zoo hij niet den eenen dag verlof in de maand, waarop artikel 55 van de wet hem recht geeft, aanvraagt, met evenveel dagen den duur van zijn verblijf onder de wapens zal verminderen, dat aldus ten hoogste drie honderd twee en vijftig dagen zal duren, en minimum ongeveer honderd zeven en zeventig dagen, hetzij onderscheidenlijk minder dan een jaar en minder dan **zes maanden**.

Het vraagstuk van de grenzendeckking is steeds een factor die den duur van de aanwezigheid onder de wapens beheerscht.

Vermits men over 't algemeen het eens is, dat eene eenheid niet bruikbaar is voor de dekking tijdens de eerste zes maanden van de militaire opleiding van rekruten die vóór hunne oproeping hoegenaamd geene voorbereiding hebben genoten, is het ook klaar dat, zoo men van gevoelen is dat de dekking moet verzekerd zijn gedurende gansch het jaar, door middel van effectieven die aan eene militieklasse beantwoorden, de dienstdtijd op achttien maanden moet worden vastgesteld, en de oproeping onder de wapens van deze klasse in éénmaal kan geschieden.

Van zoodra de dienstdtijd beneden de achttien maanden daalt, is dit ten nadeele van de dekking gedurende sommige tijdstippen van het jaar.

Laten wij, tot nadere verklaring, het geval onderzoeken van den dienstdtijd van vijftien maanden die voor de mogelijke mobilisatie bruikbare troepen bezorgt gedurende negen maanden.

De gezamenlijke inlijving van gansch de militieklasse heeft voor gevolg dat, gedurende negen maanden van het jaar, de dekking verzekerd wordt door eene geheele klasse en dat, gedurende het laatste kwartaal van het jaar, er hoegenaamd geene dekking bestaat ! Men kan den oproep onder de wapens op zulke wijze opvatten, dat de termijn gedurende denwelken het land niet gedekt is, de slechtste termijn weze van het jaar, namelijk wanneer de oorlogsgevaaren het geringste zijn.

Men kan eene andere oplossing bekomen met de militieklasse bij de helft op te roepen met eene tusschenruimte van drie maanden. Aldus bekomt men, gedurende de zes slechte maanden, eene dekking die verzekerd wordt door eene halve-militieklasse, terwijl de geheele klasse niettemin bruikbaar is gedurende de zes goede maanden.

Van zoodra de dienstdtijd op twaalf maanden daalt, moet met onder de drie volgende oplossingen kiezen :

Met de eerste oplossing, bekomt men den oproep onder de wapens ééns per jaar; de dekking wordt verzekerd door eene gansche klasse gedurende zes maanden, doch gedurende de zes overige maanden bestaat er hoegenaamd geene dekking:

De tweede oplossing geeft de inlijving bij de helft, met zes maanden tusschenruimte, en bezorgt, gedurende gansch het jaar, eene dekking die verzekerd wordt door eene halve-klasse;

Bij de derde oplossing, neemt men de dubbele jaarlijksche inlijving met eene tusschenruimte van drie maanden, en kan men voor de dekking de gansche klasse gebruiken, gedurende het herfst-kwartaal, eene halve-klasse gedurende de twee andere kwartalen; doch gedurende het winter-kwartaal, heeft men geene dekking meer.

Het is klaar dat de veiligheid, die reeds wankelend is onder het stelsel van den twaalfmaandendienst, op niets uitkomt gedurende gansch het jaar onder het stelsel der zes maanden, en de veiligheid dus uitsluitend berust op de waakzaamheid van den Minister van Landsverdediging, voorgelicht door den Minister van Buitenlandsche Zaken. De ontgoocheling staat nog te levendig en te smartelijk in ons geheugen, opdat wij voortaan nog vertrouwen zouden hebben in zulke zwakke middelen.

Vermits ons voorstel de vermindering van dienstdtijd uitsluitend verleent op de eerste zes maanden na den oproep onder de wapens, te zeggen gedurende het tijdsverloop dat de troep, in zoo verre als troep, slechts op het papier bestaat, en dus niet bruikbaar is voor de dekking, zal het blijkbaar mogelijk zijn de dekking in te richten juist onder dezelfde voorwaarden dat men het doen kon, toen de dienstdtijd nog twaalf maanden bedroeg voor iedereen.

De dekking van de mobilisatie zal dus beter verzekerd zijn dan door middel van den bestaanden dienstdtijd van tien maanden, en ons voorstel laat niettemin eene merkelijke vermindering van dienstdtijd toe.

* * *

Laat ons nu enkele bijzonderheden onderzoeken.

Zoo de herinrichting van de aanwerving der reserve-kaders en hunne verbetering hoofdfactoren uitmaken, waarvan de mogelijkheid eener verkorting van den dienstdtijd zal afhangen, dan is het noodig dat de lichamelijke en prae-regimentaire voorafrichting, de in het vooruitzicht gestelde oplossingen ten grondslag ligt.

Zooals men weet, werden dergelijke voorbereidingsmaatregelen in het Parlement reeds besproken alwaar zij veel wantrouwen deden ontstaan.

De Belg — het is eene van zijne individueele hoedanigheden, doch ook een van zijn collectieve gebreken — heeft een zeer onafhankelijk karakter. Hij houdt er soms aan het bewind te voeren, doch verdraagt het moeilijk.

De tegenstanders van de voorafrichting tot den militairen dienstdtijd deden gelden, dat zij feitelijk eene ondukbare inmenging zou wezen van het leger in al de instellingen die zich bezighouden met het onderwijs en de opleiding van de jeugd, iets als eene overheersching van de militaire macht, tegenover de burgerlijke macht, en de bespreking leidde tot geen uitslag.

Het stelsel dat wij voorstaan, laat, weliswaar, aan den milicien toe, zelf den tijd dien hij onder de vaandels moet doorbrengen op minder dan zes maanden te verminderen, door eene vrijwillige en vruchtbare voorafrichting; doch ons wetsvoorstel zegt niet waar de milicien deze voorbereidende opleiding zal krijgen.

Om welke reden?

Omdat wij alleen het ontstaan en de ontwikkeling van de lichamelijke en prae-regimentaire voorafrichting hebben willen aanmoedigen en begunstigen,

zonder ze verplichtend te maken en zonder de vormen er van op te leggen.

Wij zijn er van overtuigd, dat het stelsel der vrijheid, met aanmoediging van elk initiatief dat verstandig geleid wordt, datgene is dat het best past bij onzen landaard. De Belg is vatbaar voor groote gemoedsopwellingen als men maar alleen de uitslagen aan critiek onderwerpt en als men hem vrijlaat de middelen te kiezen.

Het onderwijs is in België verplichtend; doch de inrichting er van is vrij. De Staat verleent toelagen aan de scholen die zijn gezag erkennen; hij laat echter volle vrijheid aan die welke zijne hulp niet inroepen. Zoo hieruit soms misbruiken ontstaan, moet men ze niet beschouwen als de prijs van de vrijheid?

De Staat, de provinciën, de gemeenten, de geloofs- of andere groepeerings, particulieren zelfs, wedijveren in de oprichting van scholen, in de verbetering van de stoffelijke en zedelijke leermiddelen, van af de Frøbelschool tot de Universiteit.

Zoo de militaire dienst insgelijks verplichtend moet zijn, mag dan het aanleeren van het gedeelte der onderrichting, waarvoor de inlijving niet vereischt is, niet vrij zijn?

Denkt U niet, Mijne Heeren, dat, indien men aan de miliciens de mogelijkheid verschaft, den duur van den actieven diensttijd, tot minder dan zes maanden te verkorten, op voorwaarde dat een redelijke krachtsinspanning gedaan worde, men weldra in België tallooze voorbereidingsgroepeerings zal zien ontstaan?

Zal er een enkele Hoogeschool of een enkele instelling voor hooger onderwijs gevonden worden, die hare leerlingen zal willen benadeelen door te weigeren eene of twee lessen per week of eenige oefeningen in te richten, wanneer daardoor, na het voleindigen van den studiëncyclus, het welslagen kan verzekerd worden van de examens voor het onderluitenantchap of, bij gebreke daarvan, de opnemings in de scholen, met, in elk geval, de vermindering van den diensttijd op zes maanden?

Bestaat er een enkel athenaeum, of college, of nijverheidsschool, enz., die zouden aarzelen de leergangen tot voorbereiding van de onderofficier-examens in te richten?

Zullen wij niet in al de gemeenten, in de avondscholen, in de naschoolsche werken, in de patronaten, in de sportvereenigings, in de mutualiteiten, in de beroepsvereenigings, enz., afdeelingen zien ontstaan tot voorbereiding van — ten minste — de soldaten-, korporaal- en brigadierexamens?

Het volgen van deze lessen zal voor niemand een last wezen, want het zal vrijwillig zijn. Ieder zal vrij wezen zelf zijne instructeurs te kiezen, overeenkomstig zijn midden, zijn aanleg, zijne overtuiging, zijne neigings. Eenieder zal vrij zijn het onderricht te kiezen, en den duur van dit onderricht te bepalen. Zou men ruimere schikking kunnen treffen?

En welke voorwaarde zal men alleen moeten vervullen, om zich van deze vrijheid te kwijten? Met moet het bewijs leveren van een productieven arbeid.

En welke zal de belooning van dien arbeid zijn? Eene verkorting van den diensttijd die zes maanden zal kunnen bereiken en de mogelijkheid, voor de besten in iedere categorie van miliciens, om spoedig in de kaders opgenomen te worden, om de stoffelijke en zedelijke voordeelen te genieten die daaraan verbonden zijn en vooral om gedurende hun actieven dienst de ambten te bekleeden waarvoor zij het meest geschikt zijn, en verder de mogelijkheid om eene onderrichting te ontvangen die overeenkomt met hunne gaven. Er wordt dan een einde gemaakt aan de verveling en het leegloopen van de eenen

omdat de anderen niet kunnen volgen, er komt ook een einde aan het deinzen voor de inspanning, aan de gewoonten van onverschilligheid.

Het regime dat wij voorstellen blijkt ietwat ingewikkeld wanneer men tot toepassing er van wil overgaan. Naar de meening echter van bevoegde lieden, is deze ingewikkeldheid geen voldoende reden om een stelsel van onderrichting te verwerpen, dat een verkorting van den diensttijd verzekert en tevens de betrekkelijke stevigheid van ons toekomstig leger niet in gevaar brengt.

* * *

Gij zult mij misschien antwoorden met deze vraag : waar zal men de onderrichters of de opleiders vinden voor deze voorbereidingsgroepeeringsen?

Hierop voeren wij aan : voor dergelijke maatschappelijke en nationale zending, zal het aan medewerkers niet ontbreken en dikwijls zelfs zal de medewerking kosteloos zijn.

Het onderwijzend personeel, de reserve-officieren, oud-officieren, oorlogsveteranen, oud-soldaten zelfs, zullen zich dikwijls met de geheele taak van de onderrichting kunnen belasten, in den lageren graad, en dienvolgens wordt de onderrichting mogelijk in al de gemeenten. De centrale macht zal aan al de organisaties, waarvan zij de statuten zal goedgekeurd hebben, al de noodige hulp en den gewenschten raad verschaffen.

Voor de onderrichting in den middelbaren en den hooger graad, zullen deze organisaties over de middelen der groote agglomeraties beschikken. Zij zullen dikwijls de medewerking van een nabijgelegen garnizoen kunnen bekomen.

Ongetwijfeld zullen, bijvoorbeeld, de Hoogescholen dadelijk in al de faculteiten en scholen, de kennissen doen aanleeren welke kunnen toegepast worden in de militaire wetenschappen. Zij zullen trachten aan hun leeraarkorps, oud-officieren, reserve-officieren, enz., toe te voegen die aangewezen zijn om de militaire wetenschappen aan te leeren. Zij zullen onderrichters voor lichamelijke opvoeding en opleiders voor prae-regimentaire onderrichting aanstellen. De studenten zouden, gedurende hunne studiën, aan een klein getal oefeningen deelnemen of enkele lessen per week dienaangaande bijwonen.

De Minister van Landsverdediging zal officieren van het actieve leger en onderofficieren van beroep — onder de besten uitgekozen — ter beschikking stellen van de Hoogeschool, die daartoe een met redenen omkleede aanvraag zal ingediend hebben, waarbij namelijk zal gewezen worden op het getal jongelieden die de voorbereidende onderrichting ontvangen. Deze officieren en onderofficieren zouden, nadat hunne aanstelling goedgekeurd is door de academische overheid, met deze laatste dezelfde betrekkingen hebben als het personeel van om het even welken cursus; zij zouden denzelfden rang bekleeden als dit personeel en zouden aan de militaire overheid onderworpen blijven voor al hetgeen hun persoonlijk gedrag en hunne wijze van dienen betreft.

De voorbereidingsklassen kunnen er ingericht en met kaders voorzien worden, zooals in het actieve leger, en ingedeeld worden in compagnieën, batterijen, eskadrons, enz.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen alsmede die van Nijverheid en Arbeid, zullen, met de medewerking van den Minister van Landsverdediging, de lichamelijke en prae-regimentaire voorbereiding inrichten in al de onderwijsinstellingen van den Staat.

De Minister van Landsverdediging zal hun wapens — (die men buiten gebruik zal gesteld hebben) — verschaffen, zooals kanonnen, geweren, handgranaten, enz. Hij zal ook paarden, rijbanen en onderrichters ter beschikking van de toekomstige cavaleriesoldaten stellen.

In een woord, men zal alles op zulke wijze regelen, dat het leger naar den milicien zal toegaan om hem toe te laten zoo weinig tijd als mogelijk in de kazerne door te brengen.

Het is alleen om een voorbeeld te geven, dat wij de inrichting voor het hooger onderwijs geschetst hebben. Wij hebben het meest volledige geval willen kiezen. Het zal veel gemakkelijker zijn in het geringste dorp eene soldaten- of eene korporalenschool in te richten. Doch, in alle omstandigheden, zal het leger, van hoog tot laag, den aard van haar hoofdzakelijke rol moeten beseffen : **onderrichten en oefenen met het oog op den oorlog.** Het zal steeds alleen dit doel voor oogen hebben en, om het te bereiken, zal het leger zich moeten aanpassen aan al de omstandigheden die de lasten, aan de leerlingen opgelegd, kunnen verminderen. Het zal alle routine en alle formalisme verwerpen die in de musea moeten terecht komen met de vroegere praal-uniformen. Zij hadden, in vroegere tijden, hunne grootheid, doch hun tijd is voorbij!

En dat men niet spreke van « vroegtijdige caporalisatie », want het stelsel, dat wij voorstaan voor de vorming der reserve-officieren en onderofficieren, en waarvan wij de hoofdlijnen geschetst hebben, steunt op de methodes, aangenomen door de twee Staten waar het landleger, in vreedstijd, tot het uiterste vereenvoudigd wordt : Engeland en de Vereenigde Staten van Amerika.

Het vraagstuk ware echter slechts gedeeltelijk opgelost, zoo men geene principiele oplossing moest vinden voor de latere vorming van het kader der onderrichters en opleiders, dat bestemd is om, in alle landen, de lichamelijke en prae-regimentaire voorafrichting van de jeugd te verzekeren.

Derhalve hebben wij, reeds in het eerste artikel, de inrichting voorzien van de opleiders-scholen voor lichamelijke en prae-regimentaire voorafrichting.

Naar onze meening, zou al wie in België, zich wijdt aan het onderwijs : onderwijzers, leeraars van het middelbaar onderwijs van den lageren graad en leeraars van het middelbaar onderwijs, in deze scholen eenigen tijd moeten doorbrengen. Bedoelde scholen zouden derwijze kunnen ingericht worden dat zij onderscheiden graden omvatten, overeenkomende met de onderscheiden graden van de voorbereiding die moet ingericht worden.

Deze scholen zouden, voor hetgeen de lichamelijke voorgeoefendheid betreft, de voortzetting en de ontwikkeling zijn van onze bestaande militaire normaalschool voor lichamelijke opleiding, die door alle bevoegde personen, als eene model-inrichting op dit gebied, geprezen wordt.

De toekomstige opvoeders van de jeugd zouden er eene voorbereidende opleiding krijgen, die volkomen zou overeenstemmen met hun rol als medewerkers van het leger en zij zouden in staat wezen aan de lichamelijke opvoeding van de jeugd eene richting te geven die haar al te dikwijls ontbreekt.

Desondanks, mogen zij niet ontslagen worden van hunne burgerplichten.

Door hunne bijzondere hoedanigheden, zijn zij integendeel gansch natuurlijk aangewezen om reserve-officieren of onderofficieren op te leiden.

De lichamelijke opvoeding, ingericht met onderrichters die de opleiding, door ons voorgestaan, zouden genoten hebben, zou gelukkige uitslagen opleveren : doeltreffend bijdragen tot de ontwikkeling van de gansche jeugd en tevens de

hinderpalen vermijden, welke dezen te wachten staan, die in de sportoefeningen alleen een gelegenheid zien voor alleenstaande records.

Eindelijk, heeft het ons gebleken dat de wetgeving, in zake van militie, eene neiging vertoonde om opnieuw zekere sociale onrechtvaardigheden op te nemen, die tot op den vooravond van den oorlog in zwang waren gebleven. Wij hebben het hier over de vrijstellingen en de ontslaging van dienst in vrede-tijd.

Voorzeker, het inzicht van den wetgever is dikwijls loffelijk en menschielvend, waar hij deze of geene soort van vrijstellingen vraagt.

In de financiële middelen is er zelfs eene neiging, die vrijstellingen uit te breiden met het oog op de inkrimping van de Begroting.

Het kan gebeuren dat, over enkele jaren, de internationale toestand aan België niet meer den last zal opleggen de gansche jeugd, vanaf vrede-tijd, te moeten voorbereiden voor den oorlog. Kortom, om de eene of andere reden, zien wij elk jaar de voorwaarden tot vrijstelling talrijker worden.

Welnu, zoo het onmogelijk is degenen die lichamelijk ongeschikt zijn in te lijven, zoo het billijk en rechtvaardig is aan de weduwe haar eenigen steun te laten, zoo het redelijk is aan een groot gezin slechts enkele zijner zonen te ontnemen, zijn toch al deze maatregelen enkel de vaststelling van eene onmogelijkheid, of hebben alleen voor doel de ouders van de miliciens te helpen of minder zwaar te belasten, en geenszins aan de militieplichtigen zelf eene gunst toe te staan.

Dit is nochtans dikwijls het rechtstreeksch gevolg van eene uitzondering. Geen militaire dienst moeten doen, dat is één jaar vóórkrijgen in zijn studiën, in zijn beroepsvorming, in het opbouwen van eene positie of van een kapitaal. Daardoor neemt men op al de jonge mannen van denzelfden leeftijd, maar die hun dienst gedaan hebben, een aanzienlijken voorsprong, waarvan men gedurende het gansche bestaan de vruchten zal plukken, daarin begrepen zelfs het bedrag van anciënniteitspensioen, om het geval van de bezoldigden aan te halen. Dit is een gevolg dat niet in de bedoeling van den wetgever heeft gelegen; ook hebben wij gedacht het te verbeteren door het invoeren van eene bijzondere belasting, zoo gezegd voor militaire lasten, evenredig aan de bedrijfsbelasting die een goede maat is van het voordeel dat de vrijgestelde trekt uit de gunst die hem werd toegestaan. Merken wij wel op, dat deze last in geen deele het voordeel vermindert dat de wetgever heeft willen toestaan aan zekere categorieën van ouders; hij zal overigens alleen op den vrijgestelde zelf toegepast worden, wanneer hij in aanmerking komt voor de bedrijfsbelasting. Deze maatregel vermindert, met de bestaande belastingswetten, aanzienlijk het domein van toepassing van dit artikel.

Deze belasting zou dus alleen vallen op degenen die eene geheele vrijstelling van een actieven dienst zouden verkregen hebben, en wier stoffelijke toestand toelaat, onder vorm van eene belasting, het hunne bij te brengen voor de landsverdediging. Voor een jongen man, aangeslagen op den grondslag van een bedrijfsinkomen van 10,000 frank, zal het bedrag van deze belasting ongeveer 75 frank bedragen gedurende de eerste vijf jaren.

Ten andere, zooals men kan vaststellen bij de lezing van artikel 4 dat over hetzelfde onderwerp handelt, is het tantième van deze belasting sterk afnemend met den tijd.

Bij voorbeeld, voor een man van veertig tot vijf en veertig jaar, en belast op grondslag van een bedrijfsinkomen van 20,000 frank, zal de jaarlijks te betalen belasting slechts 43 frank ongeveer bedragen.

Aldus zijn de hoofdzakelijke bepalingen van ons wetsvoorstel gebillijkt en verklaard.

*
* *

Enkele woorden nu over het financieele standpunt.

Zal de voorgestelde wet eene onmiddellijke aanzienlijke verlichting brengen in de Begroeting van Landsverdediging? Of zal zij voor gevolg hebben de uitgaven te vermeerderen?

Wij moeten op de eene en op de andere vraag met een « neen » antwoorden.

Inderdaad, wat betreft het aantal dagen aanwezigheid onder de wapens, zal de besparing, in de eerste jaren van hare toepassing gedaan door de uitgestelde oproepingen onder de wapens, haar tegenwicht vinden in het feit, dat de dienstduur verlengd wordt voor de niet onderrichte militieplichtigen.

Wat aangaat de kaders, vereischt het voorgestelde stelsel niet de versterking er van; het zal integendeel toelaten het getal onderluitenanten, adjudanten, sergeanten en korporalen te verminderen, vermits ieder jaar het contingent zelf de gegradeerde miliciens opleveren zal. Dezen zullen den graad slechts bekomen, nadat zij bewezen hebben dat zij bekwaam zijn dien te bekleeden.

Daaruit volgt, dat zij slechts de soldij van gegradeerde zullen trekken gedurende de laatste maanden van hun dienstdtijd. Men mag zeggen, dat alleen bijzonder begaafde jongelieden zes maanden na den oproep onder de wapens van hunne militieklass zullen gegradeerd worden. Na negen maanden dienst, zullen de zeer goede elementen hunne benoeming bekomen hebben, terwijl de goede elementen, om benoemd te worden, op de proef zullen moeten gesteld worden tot op het einde van hun dienstdtijd. Wat de overigen betreft, die zouden eventueel slechts een graad bekomen wanneer zij voldoening schenken in den loop van de wederoproepingen.

Welnu, al deze gegradeerden zullen slechts de voorziene minimum-soldij trekken.

*
* *

Wij kunnen, te dezer gelegenheid, niet nalaten het vraagstuk van de recru-teering der bestendige actieve kaders van de onderofficieren, die **altijd** onmisbaar zijn in een leger waarin de miliciens minder dan twee jaar dienst verrichten, nader te onderzoeken.

Het is thans voor niemand een geheim meer, dat de bron van aanwerving uitgeput is.

De Minister van Landsverdediging zal ons officieel kunnen mededeelen hoe weinig vrijwilligers zich in den loop van het laatste jaar voor het gansch leger hebben aangeboden : er zijn er amper genoeg voor de normale behoeften van een regiment! En elke vrijwilliger is niet noodzakelijkerwijze geschikt om een goed gegradeerde te worden.

Deze ernstige crisis moet dus eene oplossing krijgen.

Het door ons voorgestelde heilmiddel gaat buiten het kader der wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen. Het levert belang op voor de werving van geheel het kader der loon- en weddetrekkenden van den Staat.

Uit dien hoofde, hebben wij dan ook daarover geene nadrukkelijke bepaling in dit voorstel ingelascht. Wij vestigen er echter de aandacht op van de Regeering die speciaal bevoegd is om op dat gebied voorstellen te doen, terwijl wij nochtans ons het recht voorbehouden te gelegener uur van ons initiatief gebruik te maken.

Niemand kan betwisten, dat het voor een leger met beperkten dienstdtijd ingericht, noodzakelijk is over een aanzienlijk kader onderofficieren te beschikken

die minstens twee jaren in actieven dienst blijven. Dat is een onontbeerlijk vereischte voor eene intensieve, snelle en ordelijke opleiding.

Met het oog op de begrootingsmiddelen, is het echter wenschelijk dat deze gegradeerden geen beroep van hun functie zouden maken, ten einde hooge soldij te weren. Wij zullen er dadelijk aan toevoegen dat zulks geenszins in strijd is met het militair belang dat slechts baat kan vinden bij een jong en talrijk kader dat een stevigen bouw voor het gemobiliseerd leger moet uitmaken.

Niemand zal evenmin besluiten dat hij die een ambt of eene bediening bij den Staat aanvraagt, vóór alles moet bezielde zijn met gevoelens van trouwe toewijding jegens de instellingen welke hij wil dienen. Zou het bijgevolg te veel-eischend zijn, van iederen aspirant-Staatsbeambte te vragen, dat hij van dezen toewijdingsgeest blijk zou geven door ten minste twee jaar als vrijwilliger in het leger te dienen om er den graad te bekomen die overeenstemt met de kennis welke hij ten dienste van den Staat wil stellen? Dergelijk voorstel is volkomen billijk en maakt hoegenaamd geen inbreuk op de vrijheid van den burger.

Wel te verstaan zou de candidaat-Staatsbeambte zijne verbintenis bij het leger eerst aangaan wanneer hij aan de proef voor het bekomen van zijn ambt zou voldaan hebben, opdat hij na twee jaren goeden dienst de zekerheid hebbe dit ambt te kunnen bekleeden.

De jaren aldus in militairen dienst doorgebracht zouden worden in acht genomen voor de berekening der anciënniteit bij het werkelijk intreden van den betrokken persoon in de bestuurskaders.

Dergelijke regeling zou een bron wezen van overvloedige werving van bevoegde elementen voor al de trappen van het ondergeschikte kader, vanaf den graad van korporaal tot en met dien van onderluitenant. Zulk kader zou eene uitstekende waarde bezitten en veel minder kosten dan het tegenwoordige beroepskader.

*
* * *

Thans zullen wij onderzoeken op welke wijze onze beschouwingen in wets-teksten kunnen omgezet worden.

Bij het eerste artikel, wordt onder de miliciens de werving ingericht van het ondergeschikte reserve-kader (onderluitenanten, onderofficieren en korporaals) op zulke wijze dat dit kader beantwoordt aan de noodwendigheden van het gemobiliseerde leger. Daarin wordt ook voorzien dat sommigen dezer miliciens, desgevallend, tijdens den duur zelf van hunnen actieven dienst, het ambt van den graad, waartoe zij zijn opgeleid, kunnen uitoefenen, en dat, wanneer zij zullen bewezen hebben daartoe bekwaam te zijn, zij den graad zelf kunnen bekomen en de voordeelen er van genieten.

Buiten het kader van miliciens, dat een onontbeerlijke factor is voor de benutting van een door den oproep van talrijke klassen gemobiliseerd leger, wordt door dit artikel ook de werving en de vorming ingericht van hen die bestemd zijn om, na hunnen actieven dienst, de opleiders te worden in de lichamelijke voorgeoefendheid. Dezen zullen de opleiding van den gegradeerde ontvangen, het ambt er van uitgeoefend hebben, doch zullen inzonderheid opgeleid zijn om de jeugd tot den militairen dienst voor te bereiden, hetgeen de onontbeerlijke aanvulling van den korten dienstdtijd is.

Artikel 2 handelt over den actieven dienstdtijd.

Alinea *a* bepaalt den maximum-duur van den dienstdtijd, 't is te zeggen den tijd die er noodig is in het meest ongunstige geval van bekwaamheid en voor-

geoeffendheid van den rekrut. Deze tijd is noodzakelijkerwijs langer voor de bereden wapens en sommige technische wapens dan voor de andere wapens en diensten.

Alinea *b* rangschikt de miliciens in vier categorieën, met het oog op de verminderingen van den dienstduur. Deze rangschikking is noodzakelijk om aan iedereen voor lichamelijke opleiding en voorgeoeffendheid eischen te kunnen opleggen, die des te strenger zullen zijn, naar mate de intellectueele vorming meer ontwikkeld is.

Alinea *c* bepaalt de omstandigheden van de verdaagde oproeping voor elk der voorziene categorieën. Zoo zal, b. v., de wet van den weinig ontwikkelden werkmans of boerenjongen, die in de derde categorie geplaatst is, slechts eene voorbereiding eischen tot den dienst van soldaat, om hem zonder beperking de vermindering van dienstduur toe te staan. Dit wil zeggen dat, wanneer de lichamelijke opleiding en de voorgeoeffendheid algemeen worden gemaakt, gansch de derde categorie, dat is ongeveer de drie vierden van het getal miliciens van den minimum-duur van den dienstduur zullen genieten.

Voor de meer ontwikkelde miliciens, daarentegen, zal het voordeel van de maxima-vermindering van den dienstduur slechts toegestaan worden, zonder beperking, aan degenen die onmiddellijk voldoen aan de proeven van gegradeerde (eerste categorie), hetgeen van hen eene zware voorbereiding zal eischen vóór zij in dienst komen. Wat de anderen betreft, namelijk die van de tweede categorie, deze zullen, zooals de soldaten, eene vermindering van den duur van den dienstduur bekomen mits eene gedeeltelijke voorbereiding voldoende voor het ambt van gegradeerde; maar het getal dergenen die daarvan gebruik maken zal een door de wet vastgesteld percent niet mogen overschrijden; daaruit vloeit feitelijk voort, dat voor de gegradeerde leerlingen de voorbereidingsproeven het kenmerk zullen hebben van een prijsspel dat een heilzamen wedijver zal doen ontstaan.

Zooals men ziet, hebben wij ons laten leiden door de bestendige bekommernis om eene goede vorming van de kaders te verzekeren en de gelijkheid te handhaven tusschen al de sociale klassen, onder opzicht van de vermindering van den militairen dienstduur.

Alinea *d* voorziet de inrichting van de proeven die onmisbaar zijn voor de schifting van de militieplichtigen, zooals hooger omschreven.

Alinea *e* geeft nadere bepalingen omtrent het vervangen, in den wetstekst, van de woorden « duur van den termijn van actieven dienst » in maanden opgegeven, door de woorden : « duur van de militaire opleiding » vastgesteld in dagen.

De wetstekst zegt eveneens, dat de militaire dienstduur heel en al moet besteed worden aan eene werkelijke opleiding.

De hoogere overheid mag alleen beslissen of sommige dagen, bestemd voor de instructie, geheel of gedeeltelijk voor iets anders mogen gebruikt worden.

Alinea's *f* en *g* zijn enkel de samengevoegde tekst van alinea's *c* en *d* van de bestaande wet, behalve dat de miliciens reserve-officieren eveneens onderworpen zijn aan de terugroepingen en dat de duur van deze van zes maanden verminderd wordt tot drie maanden.

Alinea *h* is de ongewijzigde tekst van alinea *e* van de wet van 10 Maart 1923.

Artikel 3 brengt in de wetgeving eene aanvullende bepaling tot nadere omschrijving van het bedrag der belasting genaamd « voor militaire lasten », te betalen door al degenen die om eene of andere reden in vredesdienst geen actieven dienst doen en die verondersteld worden uit deze vrijstelling een stoffelijk voordeel te trekken.

Zooals wij schreven, in den aanhef van onze Toelichting, kan de grondgedachte van ons wetsvoorstel als volgt worden samengevat :

Organisatie van een talrijk reserve-kader in al de lagere graden, waarbij een gedeelte van dit kader den dienst van zijn graad heeft uitgeoefend in vrede-tijd.

Vermindering van den dienstdtijd tot zes maanden voor al degenen die, bij het in dienst treden, blijk van hun bekwaamheid leveren om onmiddellijk het ambt van gegradeerde uit te oefenen en dit **zonder eenige beperking** van hun getal.

Vermindering van den dienstdtijd tot negen maanden of tot zes maanden voor twee vierden van de militieplichtigen die, al kunnen zij dadelijk geen blijk geven van hunne bekwaamheid om het ambt van gegradeerde uit te oefenen, evenwel bewijs zouden leveren van een voldoende voorbereiding tot dit ambt.

Vermindering van den dienstdtijd tot negen maanden of tot zes maanden **voor al de militieplichtigen** waarvan niet kan geëischt worden dat zij gegradeerden worden en die nochtans blijk geven van een voldoende voorbereiding als soldaten.

De wet bepaalt enkel uitdrukkelijk het getal dagen voorafrichting; elke verhindering of vertraging door den militieplichtige in zijn africhting zelf veroorzaakt, brengt mede dat hij onder de wapens blijft.

Al de ingeschrevenen, die eene vrijstelling of eene ontslaging van dienst in vrede-tijd bekomen, en die eene voldoende beroepsbetrekking hebben, betalen eene belasting voor militaire lasten.

MIJNE HEEREN,

Met dit werk hebben wij, in de nederige mate van onze ervaring en onze studie, willen bijdragen tot de heropbeuring van onze thans zoo zeer verzwakte militaire organisatie, de landsverdediging beter verzekeren, den last daarvan verminderen en hem redematiger en rechtvaardiger verdeelen, en ten slotte, de burgerlijke, zedelijke en lichamelijke opvoeding van onze bevolking verbeteren.

Bevoegde specialisten, die wij hebben geraadpleegd, oordeelen dat de aanneming van ons wetsvoorstel kan leiden tot het doel dat wij betrachten. Wij denken des te meer het recht te hebben hunne meening in te roepen, daar het op te lossen vraagstuk, namelijk wat betreft den duur van den militairen dienstdtijd, niet van politieke aard is. Het is eene uitsluitend technische aangelegenheid, zoowel onder financieel als onder opvoedkundig opzicht. Al degenen die een Belgisch hart in de borst dragen, zullen het begrijpen. Tot hen richten wij dezen oproep. Ons vertrouwen in hun klaarziende vaderlandsliefde veroorlooft ons te zeggen dat zij, alle andere bekommernis ter zijde stellend, hunne gevoelens zullen weten op de hoogte te brengen van die onzer helden, die gestorven zijn opdat België zou blijven leven.

ADOLF BUYL.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi modifiant les lois
sur la milice, le recrutement et les
obligations de service.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten
op de militie, de werving en de
dienstverplichtingen.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 50 des lois coordonnées sur
la milice, le recrutement et les obliga-
tions de service est modifié et complété
comme suit :

Artikel 50 van de samengeordende
wetten op de militie, de werving en de
dienstverplichtingen wordt gewijzigd
en aangevuld als volgt :

a) Les miliciens concourent à la for-
mation des cadres de l'armée. Ils ne
peuvent en être dispensés que sur
demande motivée.

a) De miliciens helpen mede tot het
vormen van de legerkaders. Zij kunnen
daarvan slechts op eene met redenen
omkleede aanvraag ontslagen worden.

Ils y concourent s'ils se trouvent dans
les conditions du littéra b du présent
article :

Zij helpen er toe mede, wanneer zij
voldoen aan de vereischten gesteld bij
littéra b van dit artikel :

1° En entrant dans une École de
sous-lieutenants de réserve, de sous-
officiers, de caporaux et brigadiers ou
de gradés moniteurs de préparation
physique et pré-régimentaire, et en
acceptant ensuite de faire partie, éven-
tuellement, des cadres de l'armée en
qualité de milicien gradé;

1° Door in eene school te treden van
reserve-onderluitnants, van onderoffi-
cieren, van korporaals en brigadiers of
van gegradeerden opleiders voor de
lichamelijke en prae-regimentaire voor-
geoeftendheid, en vervolgens aan te
nemen, desgevallend, deel uit te maken
van de legerkaders in hoedanigheid van
gegradeerd milicien;

2° En satisfaisant d'emblée, aux
épreuves de sortie des dites écoles et en
acceptant ensuite de faire partie, en
qualité de milicien gradé, des cadres de
l'armée.

2° Door, van eerst af, te voldoen
aan de uitgangsproeven van gezegde
scholen en, vervolgens aan te nemen, in
hoedanigheid van gegradeerd milicien,
van de legerkaders deel uit te maken.

Toutefois, si le nombre de miliciens
d'une classe qui acceptent leur admis-
sion dans les écoles de cadres est infé-
rieur aux nécessités prévues par l'orga-
nisation de l'armée, le Ministre de la
Défense Nationale conserve le droit de
designer d'office pour ces écoles et dans
la limite des besoins, les miliciens réu-

Indien, echter, het getal miliciens
eener klasse, welke aanvaarden in de
scholen der kaders toegelaten te worden,
lager is dan door de inrichting van het
leger als noodzakelijk werd voorzien,
kan de Minister van Landsverdediging,
ambtshalve en binnen de grenzen der
behoeften, voor deze scholen de mili-

nissant certaines conditions qu'il détermine.

b) Un arrêté royal fixe les conditions auxquelles doivent satisfaire les miliciens pour pouvoir respectivement :

1° Être admis sans examen dans les écoles de sous-lieutenants de réserve, ou

Être admis d'emblée à se présenter aux épreuves de sortie de ces écoles ;

2° Être admis à se présenter à l'examen d'admission aux écoles de sous-lieutenants de réserve, ou

Être admis, sans examen, dans les écoles de sous-officiers, ou être admis d'emblée à se présenter aux épreuves de sortie des écoles de sous-officiers ;

3° Être admis à se présenter à l'examen d'admission aux écoles de sous-officiers ou

Être admis, sans examen, dans les écoles de caporaux et brigadiers, ou

Être admis d'emblée à se présenter aux épreuves de sortie des écoles de caporaux ou brigadiers :

4° Être admis à se présenter à l'examen d'admission aux écoles de caporaux ou brigadiers ;

5° Être admis d'emblée à se présenter aux épreuves de sortie des écoles de gradés moniteurs de préparation physique et pré-régimentaire, créées et organisées par les soins du Ministre de la Défense Nationale ;

6° Être admis à se présenter à l'examen d'admission aux écoles spécifiées au 5° ci-dessus.

ciens aanwijzen, die aan sommige, door hem bepaalde voorwaarden voldoen.

b) Bij Koninklijk besluit worden de voorwaarden bepaald, waaraan de miliciens moeten voldoen om onderscheidenlijk :

1° Toegelaten te worden, zonder examen, in de scholen van reserve-onderluitnants, of,

Van eerst af, toegelaten te worden om zich voor de uitgangsproeven dezer scholen aan te bieden ;

2° Toegelaten te worden zich aan te bieden op het toelatingsexamen voor de scholen van reserve-onderluitnants, of,

Zonder examen, toegelaten te worden in de scholen van onderofficiers, of, in van eerst af, toegelaten te worden zich aan te bieden voor de uitgangsproeven van de scholen van onderofficiers ;

3° Toegelaten te worden zich aan te bieden op het toelatingsexamen van de scholen van onderofficiers, of,

Zonder examen, toegelaten te worden in de scholen van korporaals en brigadiers, of,

Van eerst af, toegelaten te worden zich aan te bieden voor de uitgangsproeven der scholen van korporaals of brigadiers ;

4° Toegelaten te worden zich aan te bieden op het toelatingsexamen voor de scholen van korporaals of brigadiers ;

5° Van eerst af, toegelaten te worden zich aan te bieden voor de uitgangsproeven der scholen van gegradeerde opleiders voor de lichamelijke en praeregimentaire vóórgeoeefendheid, door de zorgen van den Minister van Landsverdediging tot stand gebracht en ingericht ;

6° Toegelaten te worden zich aan te bieden op het toelatingsexamen voor de onder n° 5°, hierboven, bepaalde scholen.

ART. 2.

L'article 52 des lois coordonnées sur la milice, le recrutement et les obligations de milice est modifié et complété comme suit :

a) Le terme de service actif des miliciens est fixé de manière que, sauf dans les cas de réduction spécifiés ci-après, l'instruction militaire ait une durée de deux cent nonante-quatre jours. Toutefois, cette durée est portée à trois cent soixante-six jours pour la cavalerie, l'artillerie à cheval, l'artillerie montée, le génie et les corps de transports hippomobiles.

b) Pour l'octroi des réductions de la durée de l'instruction militaire, les miliciens sont, par arme ou service, classés en quatre catégories :

1^o Ceux qui, se trouvant dans les conditions définies aux 1^o, 2^o, 3^o ou 5^o du littéra b de l'article 50, satisfont d'emblée aux épreuves de sortie des écoles correspondantes, et acceptent d'accomplir leur terme de service actif en qualité de gradé;

2^o Ceux admis dans l'une des écoles de sous-lieutenants de réserve, de sous-officiers, de caporaux ou brigadiers, ou de gradés moniteurs de préparation physique et pré-régimentaire;

3^o Ceux qui, se trouvant dans les conditions pour être admis dans une des écoles spécifiées ci-dessus, n'ont pu l'être pour des raisons de limitation d'effectifs; ceux ne se trouvant pas dans les conditions exigées en vertu du littéra b de l'article 50, pour être admis, sans examen, dans une de ces écoles.

4^o Ceux qui, se trouvant dans les conditions exigées pour être admis sans examen dans une des écoles définies au littéra b de l'article 50, ont demandé à

ART. 2.

Artikel 52 van de samengeordende wetten op de militie, de werving en de militaire verplichtingen wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

a) De werkelijke diensttermijn van de miliciens wordt dusdanig vastgesteld dat, behoudens in de gevallen van hierna bepaalde dienstvermindering, de militaire opleiding een duur heeft van twee honderd vier en negentig dagen. Echter wordt deze duur op drie honderd zes en zestig dagen gebracht voor de cavalerie, de artillerie te paard, de bereden artillerie, de genie en de vervoerkorpsen met paarden.

b) Voor het toekennen van de verminderingen op den duur der militaire opleiding, worden de miliciens, per wapen of per dienst, in vier categorieën ingedeeld :

1^o Zij die, beantwoordende aan de vereischten bepaald bij de n^{os} 1^o, 2^o, 3^o of 5^o van littéra b van artikel 50, van eerst af, voldoen aan de uitgangsproeven der overeenstemmende scholen, en aannemen den werkelijken diensttermijn als gegradeerde uit te doen;

2^o Zie die toegelaten zijn in een der scholen van reserve-onderluitenanten, van onderofficiers, van korporaa's of brigadiers, of van gegradeerde opleiders voor de lichamelijke en prae-régimentaire vóórgeoefendheid;

3^o Zij die, beantwoordende aan de vereischten om in een der bovengenoemde scholen toegelaten te worden, niet konden toegelaten worden om redenen van beperking van effectieven; zij die, niet beantwoordende aan de vereischten gesteld bij littéra b van artikel 50, om, zonder examen, in een van deze scholen toegelaten te worden;

4^o Zij die, beantwoordende aan de vereischten om, zonder examen, toegelaten te worden in een der scholen bepaald bij littéra b van artikel 50,

ne pas effectuer leur terme de service actif dans cette école;

Ceux qui, se trouvant dans les conditions définies au 1^{er}, 2^o, 3^o ou 5^o du *littera b* de l'article 50, satisfont d'emblée aux épreuves de sortie des écoles correspondantes, mais demandent à ne pas accomplir leur terme de service actif en qualité de gradé;

Ceux qui ont fait, au sujet de leurs études antérieures, des déclarations reconnues incomplètes ou fausses et entraînant, par application du *littera b* de l'article 50, un changement de catégorie.

c) La durée de l'instruction militaire, fixée ci-dessus à deux cent nonante-quatre ou trois cent soixante-six jours, est réduite par appel sous les armes différé, respectivement à 147 et 221 jours pour tous les miliciens classés dans la première des catégories du *littera b* ci-dessus.

La durée de l'instruction militaire est réduite, par appel sous les armes différé et dans les proportions maxima indiquées ci-après, pour les miliciens classés dans la deuxième catégorie du *litt. b* ci-dessus :

De deux cent nonante-quatre ou trois cent soixante-six jours respectivement à deux cent vingt et un et deux cent nonante-quatre jours pour les miliciens ayant satisfait à l'épreuve de préparation physique et pré régimentaire du premier degré dont il est question au *litt. d* du présent article.

De deux cent nonante-quatre ou trois cent soixante-six jours respectivement à cent quarante-sept et deux cent vingt et un jours pour les miliciens ayant satisfait à l'épreuve de préparation physique et pré-régimentaire du deuxième

gevraagd hebben den werkelijken diensttermijn in deze school niet te moeten doen;

Zij die, beantwoordende aan de vereischten bepaald bij n^{rs} 1^o, 2^o, 3^o of 5^o van *littera b* van artikel 50, van eerst af, voldoen aan de uitgangsproeven der overeenstemmende scholen, doch vragen om hun werkelijken diensttermijn als gegradeerde niet te moeten uitdoen;

Zij die, omtrent hun vroegere studien, onvolledige of valsch erkende verklaringen hebben afgelegd, welke, bij toepassing van *littera b* van artikel 50, een verandering van categorie met zich brengen.

c) De duur van de militaire opleiding, hierboven bepaald op twee honderd vier en negentig of drie honderd zes en zestig dagen, wordt, bij uitgestelde indienstroeping, onderscheidenlijk verminderd tot 147 en 221 dagen voor al de miliciens die in de eerste der categoriën van *littera b* gerangschikt zijn.

De duur van de militaire opleiding wordt, bij uitgestelde indienstroeping en in de hierna aangeduide maximum-verhoudingen, verminderd voor de in de tweede categorie van bovenstaande *littera b* gerangschikte miliciens :

Van twee honderd vier en negentig of drie honderd zes en zestig dagen onderscheidenlijk op twee honderd een en twintig en twee honderd vier en negentig dagen voor de miliciens die voldoen hebben aan de proeven van lichamelijke en prae-regimentaire voor-geoeffendheid van den eersten graad, waarvan sprake in *littera d* van dit artikel;

Van twee honderd vier en negentig of drie honderd zes en zestig dagen onderscheidenlijk op honderd zeven en veertig en twee honderd een en twintig dagen voor de miliciens die voldaan hebben aan de proeve van lichamelijke

degré dont il est question au litt. *d* du présent article.

Le nombre des miliciens classés dans la deuxième catégorie et admis à bénéficier d'une des réductions ci-dessus de la durée de l'instruction militaire ne pourra, par arme ou service, et pour chacune des deux épreuves de préparation physique et pré-régimentaire, dépasser 25 %.

La durée de l'instruction militaire est réduite, par appel sous les armes différé, et sans limitation du nombre de ceux admis à bénéficier de cette réduction pour les miliciens classés dans la troisième catégorie du littéra *b* ci-dessus, de deux cent nonante-quatre et trois cent soixante-six jours respectivement à deux cent vingt et un et deux cent nonante-quatre jours ou cent quarante-sept et deux cent vingt et un jours, suivant qu'ils ont satisfait à l'épreuve de préparation physique et pré-régimentaire du premier degré ou du deuxième degré dont il est question au littéra *d* du présent article.

Les miliciens classés dans la quatrième catégorie du littéra *b* ci-dessus ne sont pas admis au bénéfice d'une réduction de la durée de l'instruction militaire.

Lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, le bénéfice de l'appel sous les armes différé peut être temporairement suspendu par décision du Conseil des Ministres.

d) Les programmes de l'organisation des épreuves de préparation physique et pré-régimentaire du premier et du deuxième degrés, pour les deuxième et troisième catégories de miliciens définies au litt. *b* seront déterminés par arrêté royal.

Pendant la durée de ces épreuves,

en prae-regimentaire vóórgeoefendheid van den tweeden graad, waarvan sprake in littera *d* van dit artikel;

Het getal miliciens, in de tweede categorie gerangschikt en toegelaten om een van bovenstaande verminderingen van den militairen opleidingsduur te genieten, mag niet, per wapen of dienst, en voor ieder der beide proeven van lichamelijke en prae-regimentaire vóórgeoefendheid, 25 t. h. overschrijden.

De duur van de militaire opleiding wordt, door uitgestelde indienstroeping, en zonder beperking van het getal dergenen die toegelaten zijn deze vermindering voor de in de derde categorie van bovenstaande littera *b* gerangschikte miliciens te genieten, verminderd van twee honderd vier en negentig en drie honderd zes en zestig dagen, onderscheidenlijk, op twee honderd een en twintig en twee honderd vier en negentig dagen of honderd zeven en veertig en twee honderd een en twintig dagen, volgens zij hebben voldaan aan de proeve van lichamelijke en prae-regimentaire vóórgeoefendheid van den eersten graad of van den tweeden graad, waarvan sprake in littera *d* van dit artikel.

De miliciens gerangschikt in de vierde categorie van bovenstaande litt. *b*, kunnen geen vermindering van den militairen opleidingsduur bekomen.

Wanneer uitzonderlijke omstandigheden het vereischen, kan het voordeel van de uitgestelde indienstroeping tijdelijk worden geschorst bij beslissing van den Ministerraad;

d) De programma's en de inrichting van de proeven der lichamelijke en prae-regimentaire voorgeoefendheid van den eersten en van den tweeden graad, voor de tweede en derde categorieën van bij litt. *b* bepaalde miliciens, worden bij Koninklijk besluit vastgesteld.

Tijdens het verloop van deze proeven,

lesquelles auront lieu avant l'appel au service actif, les miliciens qui s'y soumettent sont logés et nourris par les soins du Département de la Défense Nationale et dans les mêmes conditions que les soldats au service actif.

e) Sont comptés comme jours d'instruction militaire, tous les jours de présence au corps, à partir de l'entrée sous les armes, sans que cette date, sauf l'exception prévue à l'article 35, puisse être antérieure à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe, ou partie de classe, à laquelle appartient le milicien.

Ne sont pas comptés comme jours d'instruction militaire :

Le jour de l'entrée sous les armes;
Les dimanches;
Les jours fériés légaux;
Les jours de permission et de congé;
Les jours d'exemption de service, totale ou partielle;
Les jours d'absence illégale.

Le terme de service actif doit être accompli intégralement.

f) Tout milicien désigné pour une école doit accomplir, quels que soient l'arme ou le service auxquels il a été primitivement affecté, le terme de service actif imposé dans l'arme correspondant à cette école, tel qu'il est déterminé aux litt. a, b et c ci-dessus.

g) Les rappels sous les armes sont fixés comme suit :

1° Deux rappels de six semaines, au total, à effectuer d'après les instructions du Ministre de la Défense Nationale, pendant que les miliciens appartiennent à la I^{re} et à la II^{re} armée :

2° Pour les troupes d'armée proprement dites (artillerie d'armée, troupes de transmission, troupes de communication, aéronautique, pontonniers, chars de combat, etc.), ainsi que pour les troupes du service de santé, du service

welke zullen plaats hebben vóór het oproepen tot den werkelijken dienst, worden de zich daaraan onderwerpende miliciens gehuisvest en gevoed door de zorgen van het Departement van Landsverdediging en in dezelfde voorwaarden als de soldaten in werkelijken dienst;

e) Worden als dagen van militaire opleiding gerekend, al de dagen aanwezigheid in het korps, van af de indiensttreding, zonder dat deze datum, behalve in de bij artikel 35 voorziene uitzondering, mag komen vóór dien bepaald voor de oproeping tot den werkelijken dienst der klasse, of gedeelte van klasse, waartoe de milicien behoort.

Worden niet geteld als dagen van militaire opleiding :

De dag van de indiensttreding;
De Zondagen;
De wettige feestdagen;
De permissie- en verlofdagen;
De dagen van geheele of gedeeltelijke vrijstelling van dienst;
De dagen van onwettige afwezigheid.
De werkelijke diensttermijn moet voluit worden gedaan.

f) Ieder voor een school aangewezen milicien moet, voor welk wapen of dienst hij in den beginne werd aangeduid, den werkelijken diensttermijn vervullen in het met de school in verband staande wapen, zooals nader wordt bepaald bij bovenstaande litt. a, b en c.

g) De wederoproeping onder de wapens worden als volgt vastgesteld :

1° Twee wederoproeping van zes weken, in 't geheel, uit te doen naar luid van de onderrichtingen van den Minister van Landsverdediging, terwijl de miliciens bij het I^o en bij het II^o leger behooren;

2° Voor de eigenlijke legertroepen (legerartillerie, overzeiningstroepen, verkeerstroepen, luchtvaart, pontonniers, strijdagens, enz.), evenals voor de troepen van den geneeskundigen dienst, den intendantie-dienst,

de l'intendance, du grand parc de campagne et pour les auxiliaires versés dans les corps de troupe, les miliciens sont soumis au cours des dix premières années à un certain nombre de rappels dont la durée totale ne dépassera pas celle fixée au 1^o ci-devant.

3. Les miliciens ne sont appelés que sur leur demande à concourir à la formation des cadres des officiers de réserve. Les miliciens officiers de réserve et candidats officiers de réserve sont soumis à des rappels d'une durée totale de trois mois.

h) Seules les absences résultant de blessures reçues ou de maladies contractées du fait du service comptent comme présence au corps.

Art. 3.

Les dites lois sont complétées comme suit :

Art. 5^{bis}. — a) Tout inscrit dans la réserve de recrutement et exempté du service militaire ou dispensé du service en temps de paix, ou exclu du service et mis à la disposition du Ministre de la Défense Nationale en cas de mobilisation totale ou partielle de l'armée, subira, à dater de l'octroi de l'exemption ou de la dispense, ou du prononcé de l'exclusion, à titre de charges militaires, les majorations suivantes du montant de la taxe professionnelle :

Cinq premières années . . .	50 %
Sixième à dixième année. . .	40 %
Onzième à quinzième année. . .	30 %
Seizième à vingtième année. . .	20 %
Vingt et unième à vingt-cinquième année.	10 %

b) Le présent article sera applicable

het groot veldpark en voor de bij de troepenkorpsen ingedeelde hulpmannschappen, zijn de miliciens, in den loop der eerste tien jaren, gehouden tot een zeker getal wederoproeping, waarvan de algeheele duur, dien der onder 1^o hiervoren bepaalde wederoproeping niet overtreft;

3^o De miliciens worden slechts op hunne aanvraag opgeroepen om deel te nemen aan de vorming van de kaders der reserve-officieren. De miliciens reserve-officieren en candidaat-reserve-officieren, zijn aan wederoproeping van een gezamenlijken duur van drie maanden onderworpen.

h) Alleen de afwezigheden die het gevolg zijn van in den dienst opgedane verwondingen of ziekten, tellen als aanwezigheid in het korps.

Art. 3.

Vorenvermelde wetten worden aangevuld als volgt :

Art. 56^{bis}. — a) Ieder ingeschrevene in de wervings-reserve en vrijgesteld van den militairen dienst of ontslagen van den dienst in vredetijd, of van den dienst uitgesloten en ter beschikking gesteld van den Minister van Landsverdediging in geval van geheele of gedeeltelijke mobilisatie van het leger, zal, te rekenen van de verleening der vrijstelling of der ontslating, of van de uitspraak der uitsluiting, ten titel van militairen last, de volgende verhoogingen van het beloop der bedrijfsbelasting ondergaan :

Eerste vijf jaar.	50 t. h.
Zesde tot tiende jaar	40 t. h.
Elfde tot vijftiende jaar . . .	30 t. h.
Zestiende tot twintigste jaar.	20 t. h.
Een en twintigste tot vijf en twintigste jaar.	10 t. h.

b) Dit artikel zal voor de eerste maal

pour la première fois au contingent de 1928 et il cessera ses effets de plein droit, en cas d'appel au service actif, par application du <i>littera e</i> de l'article 3, et pendant la durée de ce service.	worden van toepassing gemaakt op het contingent voor 1928 en het zal van rechtswege ophouden van kracht te zijn, in geval van oproeping in den werkelijken dienst, naar luid van <i>littera e</i> van artikel 3, en voor den duur van dezen dienst.
--	---

Ad. Buyl.
